

L'IMPASSE
ELECTORALE

&

LE PROJET
ANARCHISTE

Collectif

Collection *Brochure Anarchiste*

ISBN 978-2-915514-05-6

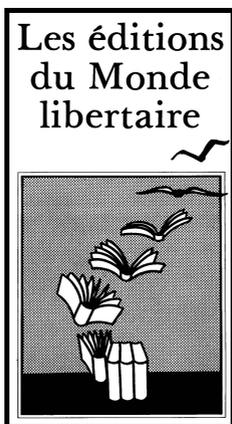
ISSN 1159-3482

FEDERATION ANARCHISTE

Editions du Monde Libertaire

145 rue Amelot - 75011 Paris

www.federation-anarchiste.org/editions



Pas de ©. Reproduction libre en citant la source.

Le texte de chaque auteur n'engage que lui-même.

En couverture:

Vendeur à la criée du Monde Libertaire (organe de la Fédération Anarchiste)
au Marché aux Puces de Saint-Ouen, en 1950.

Photo exposée au musée Carnavalet, Paris, en 1990-1991.

EN GUISE D'INTRODUCTION

Les élections sont généralement considérées comme le moment démocratique par excellence, l'essence même de la participation des citoyens au pouvoir, l'expression de leur souveraineté. Et lorsque la déception face aux partis, sourds aux attentes de la population, fait douter de la pertinence du vote, le sentiment citoyen finit toujours par reprendre le dessus. Nombreux sont ceux qui, lassés des politiques inégalitaires et antisociales constamment mises en oeuvre par les gouvernements successifs, n'ont plus l'espoir d'un quelconque changement par le vote. Cependant, rabâché à l'extrême, le discours citoyen classique qui souligne l'importance du vote, véritable « devoir civique », conduit invariablement à mener le peuple aux urnes afin qu'il réaffirme sa soumission électorale. Et même ceux qui ont compris l'inefficacité totale du vote se persuadent bien souvent de son importance au prétexte que l'élection constitue le dernier petit pouvoir qui leur reste, ou qu'il s'agit, finalement, d'un droit chèrement conquis qu'il ne faut pas abandonner, sauf à faire le jeu des extrémistes qui ne manqueront pas, eux, d'en user.

HISTOIRE D'UNE USURPATION

Le mythe du droit de vote comme une liberté chèrement conquise au fil des siècles doit être combattu, car la réalité est presque inverse. Certes, on est passé d'une monarchie absolue à un système représentatif dans lequel les individus peuvent voter pour désigner leurs dirigeants, mais il est bien difficile de parler de la conquête d'un droit. Tout juste pourrait on parler de la concession progressive d'une bien maigre liberté. Car l'histoire de la constitution de l'Etat est celle de la confiscation par les dominants de la capacité de s'auto-organiser du peuple. L'histoire de l'humanité est marquée par la volonté de quelques-uns de s'imposer sur tous les autres. Parce qu'elle faisait usage de sa force au détriment de tous, une minorité d'individus a gagné du pouvoir à travers les siècles. Qu'était le système féodal si ce n'est le droit du plus fort à commander, sous prétexte qu'il pouvait protéger la population tout autant que la détruire ? Partout, localement, des seigneurs se sont imposés et ont maintenu dans leur dépendance des habitants qui ne demandaient qu'à vivre simplement leur vie et jouir paisiblement de leur travail. La construction de l'Etat est le résultat des guerres de conquête qui ont permis à un seigneur devenant roi de monopoliser le pouvoir qu'il confisquait aux autres seigneurs. Des territoires de plus en plus larges ont été ainsi conquis par une même personne, qui a centralisé les capacités de répression et prélevé l'impôt afin de maintenir son armée, destinée à garder le peuple docile et à permettre d'autres conquêtes. C'était l'apparition de la monarchie ou le pouvoir d'un seul. Ainsi, concentrant le pouvoir des seigneurs vaincus, le roi s'est approprié et a unifié la domination de toutes les populations locales. Déjà privés de la possibilité de gérer eux-mêmes leurs affaires, les individus ont alors en outre vu le centre de décision s'éloigner d'eux, au profit d'un souverain qui a légitimé sa domination en affirmant en tenir le droit de Dieu lui-même. Et dans leur volonté de puissance, les rois successifs ont cherché à unifier le territoire, imposer une langue et une culture officielle, la leur, mouvement qui s'est amplifié en France après la révolution de 1789.

LE DROIT DE VOTE OU LE PAIN ET LES JEUX DU CIRQUE

Les révolutions qu'a connues notre pays ont eu pour effet de progressivement mettre en place le droit de vote des citoyens, mais cette mise en place est le résultat de l'action des dirigeants eux-mêmes : lorsque la religion a faibli, les christianismes se sont multipliés en se divisant, il devenait alors trop difficile de justifier la royauté de droit divin. Il fallait inventer la souveraineté du peuple, artifice consistant à dire que le pouvoir était l'expression de la volonté des citoyens et qu'il n'existait que par eux. Dès lors, il semblait difficile de ne pas permettre à certains citoyens de voter périodiquement pour exercer leur souveraineté. Au fil du temps, les masses devenant de plus en plus instruites, le droit de vote a été élargi, avec parcimonie, et depuis peu (1944 seulement en France), tout homme et toute femme majeur-e peut participer aux consultations organisées par le pouvoir. L'octroi progressif du droit de vote n'a été qu'un moyen pour les gouvernants de domestiquer les foules en cachant l'honteuse appropriation dont leur pouvoir est issu. Totalement illégitime d'un point de vue historique et moral, parce qu'issu de la loi du plus fort, le pouvoir, après s'être auto-légitimé par la religion, s'auto-légitime maintenant par les élections.

AGIR AU LIEU D'ELIRE

Participer aux consultations électorales ne signifie donc en réalité qu'accepter ce système, montrer et renouveler sa croyance en la légitimité d'un pouvoir que jamais nous n'avons mis en place. Loin d'être l'expression de la volonté populaire, le gouvernement est le résultat de la dépossession du peuple de sa capacité de régler lui-même son existence. Les rois et autres gouvernants successifs ont étendu leur domination à des territoires si vastes qu'il nous paraît aujourd'hui impossible de les gérer autrement que par des représentants ; c'est parce que nous avons oublié qu'avant la monopolisation du pouvoir, les gens s'organisaient localement, car leur travail, leur voisinage, leur commune constituaient l'essentiel de leur vie, comme c'est finalement toujours le cas pour nous. Désormais, nous ne parvenons plus à envisager de nous passer de dirigeants ; la complexité et le gigantisme de la société nous dépassent. Mais il ne faut pas s'arrêter à la déresponsabilisation à laquelle mène la représentation : admettre des chefs, c'est accepter la soumission et oublier que personne n'est mieux placé que nous pour gérer notre propre vie. Confier tout pouvoir à des dirigeants pour cinq ans, c'est nous dessaisir de nos affaires, oublier nos responsabilités en mettant notre existence entre les mains d'inconnus qui jamais ne chercheront à nous connaître ni à se préoccuper de nos besoins. Peut-être qu'une nation entière, dans toute son étendue, ne peut être gérée par ses citoyens eux-mêmes ; c'est la raison pour laquelle il nous faut repenser notre organisation et relocaliser les prises de décision. C'est le seul moyen par lequel nous nous réapproprions notre propre existence, la seule façon de remettre à l'endroit un système qui fonctionne à l'envers, où le peuple « souverain » est dominé, déresponsabilisé et, finalement, oublié par des dirigeants qui, arrivés au pouvoir, n'ont plus en tête que de maintenir et conserver leur position d'influence. Les partis, qu'ils soient de gauche ou de droite, parce qu'ils acceptent l'existence du pouvoir, parce qu'ils cherchent à le conquérir et à l'utiliser pour gérer la société, ne font que faire perdurer des structures de domination qui ravalent l'individu au rang d'objet à administrer. Les élections ne serviront jamais à redonner au peuple la capacité de décider. Plutôt qu'élire, il faut donc plus que jamais agir.

Simon, Décembre 2006

LES ABSTENTIONNISTES

Jeudi 18 mars 2004, Monde Libertaire N° 1351

Ils n'ont pas de directeur de campagne ni de conseiller en communication. Ils ne s'offrent aucune opération d'affichage, n'ont pas le privilège de l'antenne sur les grands médias nationaux. Ils n'ont pas poli les bancs des grandes écoles d'administration, ne font pas partie de la clique des notables de la politique. Et, d'élections en élections, représentent pourtant la principale force politique de ce pays, tendant même à devenir majoritaire. Ils ? Ce sont les abstentionnistes.

Ils sont jeunes ou vieux, ouvriers, employés ou chômeurs. Il paraît qu'on en trouve plus de 55 % dans les quartiers populaires. Les pronostics, pour ces élections régionales, placent à plus de 40 % le taux d'abstention auquel les candidats en lice devront s'attendre.

Ce que le poète disait à propos des anarchistes : « Y'en a pas un sur cent, et pourtant ils existent » ne s'applique pas aux adeptes des urnes buissonnières. Voyez le paradoxe : y'en a presque un sur deux, et pourtant ils n'existent pas. Quand le citoyen trop souvent berné et fatigué d'être le dindon de la farce électorale, décide de ne pas se prêter au jeu truqué de l'élection, quand il décide de les boycotter, le voilà hors jeu ! Aucun des modes de scrutin, pourtant régulièrement remaniés au gré des tactiques d'un bord ou d'un autre, ne tiendra jamais compte de son choix. Il faudra voter blanc pour apparaître dans les comptes des faiseurs de chiffres, à la catégorie « NSP » (ne se prononcent pas), sans que son suffrage n'obtienne davantage de reconnaissance. Et qui cherche à traduire sa défiance par un bulletin vierge peut s'attendre à quelque cocasserie comme ce Parti blanc pour lui tout spécialement créé, qui milite pour la reconnaissance du vote blanc en présentant des candidats censés refuser leur mandat une fois élu. Mais à bulletin blanc pour un Parti blanc, dit chèque en blanc, aussi. Tout le problème est là.

Dire que les abstentionnistes ne comptent pas serait certes abusif. Au contraire, le phénomène est suivi avec attention et, disons-le, avec une certaine inquiétude. Ceux qui prennent ces affaires-là au sérieux y vont de leurs remontrances, haussent le ton. Attitude irresponsable, fossoyeurs de la démocratie, pourvoyeurs du Front national, et tant d'autres noms d'oiseaux qui nous chauffèrent les oreilles, dernièrement, entre les deux tours des élections présidentielles.¹ Il s'agit de faire claquer le fouet, allez, hue ! Allez donc vous faire tondre au sortir des urnes, sinon le grand méchant borgne viendra vous dévorer ! Des journalistes rompus à l'exercice de la pensée unique plaident pour un vaste réengagement civique. Dans son article paru dans *Libération* du 3 mars 2004, Alain Duhamel s'étonne de ce que les citoyens ne font plus la démonstration de leur pouvoir en sanctionnant par leur vote les majorités successives, pour provoquer l'alternance qui fait, lit-on, la preuve irréfutable de la souveraineté populaire. Somme toute monsieur Duhamel, en bon bourgeois, s'offusque de la mauvaise grâce citoyenne à marcher au pas cadencé. « Gauche, droite », voilà un rythme qui réclame toute l'attention des administrés ! Si maintenant on préfère s'intéresser à la direction de la marche... où va-t-on ?

Abstentionnistes, on vous tient à l'œil ! Voire, on ne se contenterait plus de froncements de sourcils, mais en viendrait bien à certaines mesures prises dans quelques pays où la tendance moutonnaire n'est plus

¹ Ces élections virent Jean-Marie Le Pen accéder au second tour du scrutin. Cf. le chapitre consacré à ce sujet dans cet ouvrage.

unanime. En Belgique, en Autriche (Land du Vorarlberg), au Liechtenstein, au Luxembourg, en Suisse (Canton de Schaffhouse), ou en Australie, le manquement au garde-à-vous républicain est taxé, la prune pouvant aller jusqu'à 250 euros, voire 1 000 euros en cas de récidive (comme au Luxembourg). Ainsi en France, plusieurs parlementaires d'écuries diverses ont récemment déposé des propositions de loi pour rendre le vote obligatoire. Les notables montrent l'exemple. Obligation de voter lors des élections sénatoriales, et celui des grands électeurs qui s'abstient sera passible d'une amende de 4,57 euros. On ne plaisante pas.

Il faut comprendre les candidats. Jusqu'à 20 %, le taux d'abstention reste « conforme à ceux habituellement enregistrés lors des élections présidentielles » (entendu sur RFI). Au-delà, il devient difficile à admettre chez ceux qui ont tant œuvré pour l'exactitude de leur science, à grands renforts de stratégies en communication, d'instituts de sondage et plans de campagne millimétrés. D'autant plus que, à quelques jours du premier tour, près de la moitié des votants ne sait pas encore pour qui. Imaginons un peu la frayeur des candidats plongés dans un tel brouillard. Ici, des indécis. Là, des désenchantés... Ainsi cernés, de plus en plus réduits à jouer leur carrière dans un mouchoir de poche, nos professionnels de la chose publique frémissent à l'idée de s'être trompés dans la couleur de la cravate, le style du costume, le slogan de l'affiche... Et transpirent, peut-être, à l'idée que leur escroquerie à bulletins secrets les amènera, un jour ou l'autre, à devoir rendre des comptes.

Certains évoquent une crise de la démocratie. Nous parlerons plutôt d'insécurité électorale. Juste retour des choses.

André Sulfide



Texte de l'affiche portée par le vendeur du Monde Libertaire en couverture de cet ouvrage

ANARCHIE ET DEMOCRATIE

Jeudi 10 Juin 2004, Monde Libertaire N° 1363

Le peuple souverain doit constamment présider le corps social. Il ne veut pas qu'on le représente

J. F. Varlet

Nous ne voulons pas plus de l'exploitation de l'homme par l'homme que du gouvernement de l'homme par l'homme

P.J. Proudhon

ELECTION : AUTO - ALIENATION

Terrible illusion du pouvoir : tuer l'autre n'empêche pas de mourir. La république parlementaire et le suffrage universel ont été obtenus par le peuple en 1792 pendant la Révolution française, et non par la bourgeoisie. Si cela constitue un progrès sur le despotisme, il n'en demeure pas moins que c'est un leurre qui répète le même assujettissement. La démocratie parlementaire suppose l'Etat et le gouvernement dans leurs fonctions de guerre, de répression, de justice de classe et de punition, de législation et de codification, d'éducation et de conditionnement, de soumission à une autorité, de hiérarchie. Sous couvert d'intérêt général, elle assure l'ordre social pour la domination d'une classe dirigeante, suivie d'exploitation. La démocratie parlementaire se distingue de la dictature par une servitude volontaire.

Il ne faut pas confondre démocratie, gouvernement du peuple par lui-même, et représentativité parlementaire qui n'en est qu'un simulacre. La démocratie parlementaire est l'illusion de la souveraineté du peuple. Etre représenté, c'est être sous tutelle. Déléguer son pouvoir, c'est abdiquer de sa volonté dans un rapport de soumission à une autorité. Voter est un acte d'allégeance.

La démocratie parlementaire use de la confusion entre représentation, personnalisant la fonction autour du candidat, et signification, projet politique qui reste dans un non-dit, masqué par des formules et des discours. Une caste de politiciens devient la classe dirigeante dont la course au pouvoir devient le but, se substituant au choix de société. Le débat de fond est escamoté par des polémiques, des pseudo analyses parcellaires, de fausses solutions et de la démagogie. La mascarade électorale est le spectacle du mensonge dans ses multiples procédés pervers.

Les médias participent à la mystification en donnant une image falsifiée de la réalité et des commentaires orientés. La caste des journalistes a les défauts du pouvoir, prétendant représenter la liberté et la vérité alors qu'elle diffuse de la propagande dans un esprit partisan pseudo objectif. Un rapport de domination s'établit entre l'opinion publique et les spécialistes sensés savoir qui la manipulent. On prend l'habitude que l'autre pense pour nous. La parole est confisquée par des pantins dont les ficelles du métier n'animent qu'un rôle et une litanie. L'imposture idéologique, qui ne dit pas son nom, s'affiche dans la mise en scène qui occulte la vraie réflexion de cause à effet.

La démocratie parlementaire ne représente pas le peuple, qui n'est jamais unanime. Une majorité sur un sujet peut être minoritaire sur un autre. Mais il n'y a pas le choix du sujet, seulement des programmes tout

faits élaborés par les partis qui accaparent la vie politique. La pluralité des partis ne change rien sur le fond. Plusieurs programmes plutôt qu'un seul ne reflètent pas la diversité des individus. « Le parti est un Etat dans l'Etat » (Stirner). Le parti suppose une doctrine, une discipline et une hiérarchie qui uniformisent.

Le fait majoritaire est artificiel et ne garantit pas d'avoir raison. Il n'y a pas à soumettre les minorités ni les individus dans ce qui leur est propre, ni un individu ou une minorité soumettre une majorité.

La démocratie repose sur un sophisme. Si les gens ne sont pas capables de se gouverner eux-mêmes, comment sauraient-ils quel candidat choisir ? S'ils connaissent les qualités requises, ils peuvent s'administrer eux-mêmes.

La démocratie parlementaire ne représente qu'une mythologie avec ses personnages et ses scénarii, ses rites jusqu'au formalisme vide de sens, qui reproduit les processus d'identification psychique de l'enfant. Elle entretient une dépendance infantile et passive à l'autre à qui on attribue une toute puissance tutélaire où plus personne n'est responsable, ni libre. Ce qui s'y joue, comme dans le mythe, reste caché derrière la forme, dans le fantasme de tout un chacun.

LA DEMOCRATIE DIRECTE A LA BASE DE LA COMMUNE FEDEREE EST D'UNE AUTRE NATURE

L'assemblée générale de quartier ou de la commune décide directement, dans la liberté d'expression de chacun. Les décisions se prennent à main levée, chacun étant responsable de son choix qui peut avoir des conséquences sur autrui. Un débat de fond doit avoir lieu sur les projets. Une personne peut alors être mandatée pour ses compétences sur le projet, mais ce n'est pas elle qui le décide et elle est révocable si elle ne remplit pas son mandat. Avant de décider qui est compétent, il faut savoir si c'est utile.¹

En cas de conflit, le libre accord au mieux des intérêts de chacun doit être trouvé pour concilier intérêt général et particulier. Cela suppose que chacun accepte des limites pour respecter l'autre.

Cette démocratie reflète la parole de la base mais a ses limites. Le fait majoritaire n'a pas forcément raison. Un individu peut avoir raison contre tous, tel Galilée à son époque. Un individu reste libre de ne pas participer à un projet si ce n'est pas son idée sans empêcher la volonté des autres. Un individu ou un groupe peut agir selon ce qui lui plaît si cela ne nuit à personne. Une majorité ne peut pas opprimer une minorité ni un individu, et réciproquement.

La Commune n'est pas un mini-Etat. Il n'y a ni gouvernement ni frontières. C'est la liberté de circuler et de s'installer.

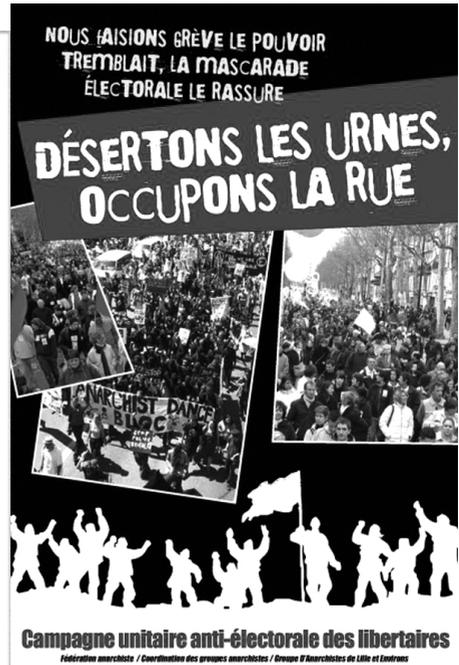
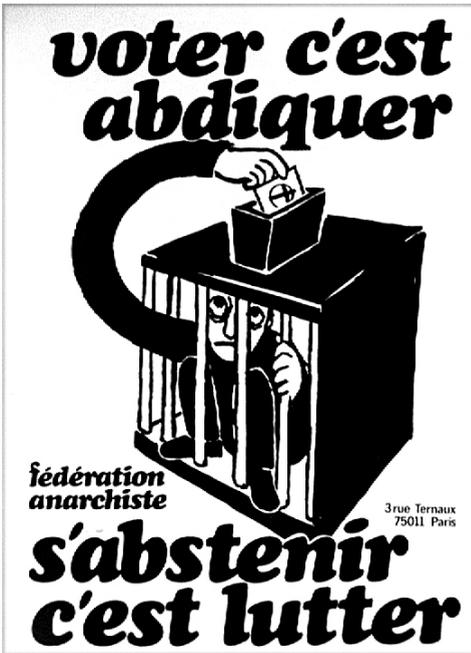
La fédération des communes n'est pas une instance de pouvoir. Chaque commune reste autonome. La fédération permet des projets communs, de coordonner les communes, de réfléchir aux interactions des communes entre elles afin que chacune prenne en compte l'intérêt des autres. C'est aussi un moyen de diffusion du savoir et des idées.

Par son assemblée générale, la commune décide de ce qui la concerne directement. Dans ce cadre politique, les moyens de production et de distribution peuvent être autogérés par les travailleurs et les usagers pour répondre aux besoins de tous et de chacun, et non pour le profit. C'est le socialisme libertaire. La commune met à disposition les moyens pour un travail seul ou associé. Chacun exprime librement ses capacités et ses besoins ou désirs, sans hiérarchisation. « L'égalité n'est pas l'uniformité » (Bakouine). Mais la vie ne se réduit pas au travail ni aux biens matériels.

¹ Par exemple, on a besoin de la compétence de quelqu'un pour conduire un bus. Mais le trajet se décide en assemblée et chacun est libre de l'utiliser à sa guise. Par contre, on n'a pas besoin de compétence pour gérer le capitalisme puisqu'il faut le supprimer

« Le pouvoir est maudit » (Louise Michel). La conception anarchiste se fonde sur la liberté, dans le respect d'autrui et l'absence de pouvoir. L'être humain est un individu doué de sociabilité. Il a besoin de l'autre en même temps que d'une vie personnelle. Les deux aspects ne sont pas antagonistes mais complémentaires, pour sortir de cette fausse opposition entre social et individu. L'entraide ne contredit pas l'individu mais le permet. Pour autant, la société ne règle pas tout et des problèmes sont à résoudre par la personne. Etre libre, c'est être responsable. Dans le plaisir de vivre avec l'autre, chacun reste libre de trouver l'épanouissement de sa personnalité, dans son unité et sa totalité de pensée et de corps. Chacun a droit à sa vérité sur sa propre histoire.

Jean Monjot



Affiche de la campagne unitaire anti-électorale des libertaires pour 2007

LE POUVOIR CONFISQUE

Jeudi 29 avril 2004, Monde Libertaire N° 1357

Par peur des citoyens pauvres qui sont les plus nombreux, lors de la Révolution française, Sieyès s'est appliqué dans l'élaboration de sa théorie de la souveraineté nationale à aménager l'exercice de cette souveraineté de telle façon que la loi du nombre ne puisse jouer et que son pouvoir sur l'État soit préservé. Il aura recours pour ce faire à une construction intellectuelle habile et à des arguments très spécieux comme : « La population est une masse inorganisée d'individus qui inclut les immigrés, les enfants, les aliénés, les condamnés, les faillis et qui ne saurait donc avoir d'existence politique.

« Une autre catégorie de la population est également exclue : les mineurs de 18 ou de 21 ans ou de 25 ans, voire même de 30 ans parce que considérés comme sans volonté ou trop influençables.

« Une troisième catégorie est également exclue : les analphabètes, les militaires, les domestiques, les femmes, etc. »

La notion de peuple vue façon Sieyès est entachée d'arbitraire. Mais arbitraire est aussi la définition dont il sera invité à faire connaître sa volonté car Sieyès considère que le seul mode d'expression correct est le vote au scrutin secret avec passage obligatoire par l'isoloir.

La souveraineté appartient au peuple et pour résoudre ce problème aux yeux de Sieyès il considère le peuple comme une entité abstraite qu'il appelle « nation ». Le peuple c'est la nation, et la nation est souveraine.

La nation ne peut s'exprimer et agir, comme toutes les personnes morales, que si elle est dotée d'un statut juridique qui définit les organes habilités à parler et à agir en son nom. Un des principes de base de l'organisation de l'État sera donc celui du caractère représentatif des assemblées parlementaires.

Ce principe a été essentiellement conçu en vue de maintenir le peuple à l'écart de la vie politique, réservée à une petite élite issue des classes dominantes. Il s'analyse comme permettant de tenir pour exprimant la volonté de la nation, le vote d'une assemblée élue au suffrage censitaire sans se soucier de savoir si ce vote correspond de près ou de loin à la volonté réelle du peuple. Pour justifier sa théorie, les arguments employés par Sieyès à l'Assemblée nationale le 7 septembre 1789 sont éloquentes :

« La plupart de nos concitoyens n'ont ni l'instruction ni les loisirs nécessaires pour vouloir décider eux-mêmes des affaires publiques. Il faut donc qu'ils nomment des représentants beaucoup plus capables qu'eux mêmes de décider [...]. Le système politique est exclusivement fondé sur le travail. Nous sommes donc forcés de voir dans la plus grande partie des hommes que des machines de travail. Cependant nous ne pouvons pas refuser la qualité de citoyen et les droits du civisme à cette multitude sans instruction qu'un travail forcé absorbe en entier [...]. Les citoyens auront la possibilité de donner leur confiance à quelques-uns d'entre eux, sans aliéner leurs droits, ils en commettent l'exercice ; c'est pour l'utilité commune qu'ils nomment "par le vote" des représentants bien plus capables qu'eux-mêmes de connaître l'intérêt général et d'interpréter à cet égard leur propre volonté. »

En réalité, le système représentatif de la théorie de la souveraineté nationale va bien au-delà d'une simple délégation de pouvoir et, quoi qu'en dise Sieyès, conduit les citoyens à aliéner leurs droits.

L'abbé Sieyès excelle dans le mépris envers le peuple et a là un discours de jésuite. Bravo le révolutionnaire de 1789 !

Le résultat le plus clair et le plus immédiat de cette théorie sera de transférer le pouvoir réel, le droit d'exprimer la volonté de la nation et de légiférer en son nom à une très petite élite.

La théorie de la souveraineté nationale ne permettrait pas seulement de détacher les élus des électeurs et de les rassembler au sein d'une classe politique éloignée des préoccupations immédiates du peuple, elle justifiait aussi l'instauration du système censitaire qui permettra de faire en sorte que cette classe politique soit tout entière issue des classes les plus aisées.

Proudhon, dans sa théorie du mouvement constitutionnel au XIX^e siècle, décrit ce résultat avec beaucoup de pertinence :

« On aura beau dire que l'élu ou le représentant du peuple n'est que le mandataire du peuple, son délégué, son agent, son interprète, etc... ; en dépit de cette souveraineté théorique de la masse et de la subordination officielle et légale de son agent, représentant ou interprète, on ne fera jamais que l'autorité ou l'influence de celui-ci ne soit plus grande que celles de celui-là et qu'il en accepte sérieusement le mandat. Toujours, malgré tous les principes, le délégué du souverain sera le maître du souverain. La nue souveraineté, si j'ose ainsi dire, est quelque chose de plus fort encore que la nue propriété. »

Tout le système politique construit au XVII^e et au début du XIV^e par la bourgeoisie française reposait sur une contradiction majeure : son principe était la souveraineté du peuple, sa devise l'égalité juridique entre les hommes ; mais dans les faits, il était conçu en vue d'écarter le peuple de la conduite des affaires politiques et il établissait une discrimination entre les citoyens dans l'exercice du droit de suffrage. Alors qu'il présentait au citoyen le pouvoir comme leur appartenant, il s'efforçait de le neutraliser et de le cantonner dans la défense de l'ordre établi. Exemples :

Dans la période révolutionnaire, pour participer aux votes, il suffisait de payer un minimum d'impôts directs ou cens pour être un citoyen actif.

Dans la constitution de 1791, il correspondait à la valeur de trois journées de travail (entre 1,50 et 3 francs selon les départements).

Dans la Constitution de l'an II, il suffisait de payer une contribution quelconque, et de ne pas être domestique attaché à la personne.

Mais le rôle des citoyens actifs était faible. Le scrutin, en effet, était indirect à deux degrés. Les citoyens actifs se bornaient à désigner les électeurs du second degré, qui eux choisissaient les députés. Or, pour être désigné comme électeur du second degré, il fallait disposer d'une réelle fortune.

Dans la Charte de 1814, le cens électoral est fixé à 300 francs d'impôt direct.

Le suffrage, en fait, est réservé à moins de 110 000 personnes qui parmi les propriétaires fonciers forment la majorité.

À partir de 1820, les électeurs les plus imposés votent deux fois, de telle sorte que l'on ne compte que 16 000 éligibles pour la France entière.

Dans la Charte de 1830, le cens est abaissé à 200 francs pour l'électorat et à 500 francs l'éligibilité. Cette réforme porte le nombre des électeurs à environ 240 000 à la fin de la monarchie de Juillet, et surtout dans les faits, réserve le pouvoir politique à la grande bourgeoisie.

Suite aux révoltes populaires de 1792, 1848, l'instauration du suffrage universel est proclamé pour le sexe masculin le 5 mars 1848. Ce n'est que l'ordonnance du 21 avril 1944 qui permettra aux femmes de voter.

Puis la loi du 5 juillet 1974 a abaissé l'âge de la majorité civile et politique à 18 ans.

À la fin du XIX^e et début du XX^e siècle, apparaissent les partis de masse qui cherchent à s'accaparer le vote du peuple et à représenter les classes les plus nombreuses et les plus défavorisées de la société au parlement.

Très vite, ce système électoral montrera ses limites, les partis politiques et leurs représentants seront plus prompts à défendre leurs intérêts que celui du peuple, et trop souvent à servir leur propre carrière politique en rejetant leurs promesses électorales.

L'avènement du peuple sur la scène politique l'amènera à être en prise directe avec le pouvoir et le conduira à une remise en question du régime représentatif.

Cette remise en question du principe représentatif se traduit par une tentative, en vue d'assurer le contrôle permanent des élus par leurs commettants : c'est la question du droit de révocation populaire des élus qui est posée.

Déjà, sous la Convention, Robespierre avait demandé pour le peuple le droit permanent de révoquer ses élus, mais le constituant de 1793 avait jugé cette disposition inutile en raison de la durée très brève du mandat des députés.

Sous la Commune, le droit de révocation populaire devient l'un des principes essentiels de l'organisation politique mais, malheureusement, pour très peu de temps.

Les partis de gauche comme de droite qui se succèdent au pouvoir ainsi que les prétendants aspirants se satisfont pleinement de ce système antidémocratique représentatif et délégitime. Ils entretiennent le fossé qui sépare les gouvernants et les gouvernés, et c'est ainsi que le plus grand parti de France est en train de se construire, celui des abstentionnistes (pratiquement plus de 50 % des électeurs). Comme ils ont raison de rester chez eux, d'aller à la pêche, ou tout simplement de rester dans leur lit bien douillet.

Même si aujourd'hui ceux qui s'abstiennent ne le font pas forcément sur les bases ou les idées libertaires, ils ne veulent plus croire au chant des sirènes et ils ont bien raison.

Et c'est là que nous, les libertaires, nous devons toujours expliquer, et sans relâche, pour que cette force montante ne soit pas une fois de plus dévoyée. Car j'entends les chantres, les donneurs de leçons, s'inquiéter, nous expliquer qu'il est absolument nécessaire d'aller voter, « c'est la démocratie, c'est le moment de dire que l'on n'est pas content ».

C'est pourquoi, par les voix de Fabius et de Sarkozy, il y a quelques semaines, vous parliez de légiférer sur le vote obligatoire. Aujourd'hui, vous êtes relayés par l'IFOP qui, selon un sondage, dit que 62 % des Français seraient favorables à l'instauration du vote obligatoire.

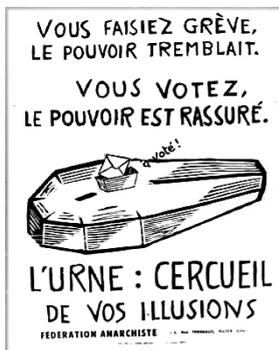
Comment ! Les Français ont perdu le sens du civisme, du devoir ! Qu'à cela ne tienne, nous allons les obliger, les contraindre, y compris par la répression, la sanction, l'amende.

Eh bien, nous, libertaires, nous vous répondons en appelant les électeurs à la grève massive, comme l'écrivait Octave Mirbeau, et nous nous employons à faire en sorte que les écrits de Proudhon deviennent rapidement réalité.

« Le fédéralisme abolira en effet la double servitude qui pèse sur le citoyen et sur le travailleur, celle du gouvernement et celle du patron en ne leur donnant plus d'autre maître qu'eux-mêmes.

« Au lieu d'organiser le gouvernement, il faudrait organiser la société et de nouvelles relations dans lesquelles l'aliénation, le vol politique, seraient irréalisables. »

Justhom



L'AUTOGESTION, UN ANTIDOTE AU PARLEMENTARISME

Si le mot "autogestion" n'est arrivé que tardivement dans notre vocabulaire, il recouvre pourtant une histoire riche et ancienne et représente un ensemble de pratiques populaires actuelles et d'horizons culturels bien différents.

Le mot qui signifie littéralement "gestion par soi même" a surtout circulé dans les années 60. Il désigne des formes d'organisation, souvent à grande échelle, dont l'objectif est de permettre à des travailleurs, des usagers, des consommateurs, ou n'importe quel autre groupe social, de s'organiser eux-mêmes pour gérer directement : production, consommation, biens ou services en commun, habitat, luttes sociales...

Des travailleurs redémarrent l'entreprise abandonnée par les patrons, des consommateurs se rassemblent et créent une coopérative de produits alimentaires, des citoyens se regroupent et se mettent en relation directe avec un agriculteur, des parents créent une association pour ouvrir une crèche parentale ou une école associative, des habitants créent une association de quartier... L'autogestion trouve la place qu'on lui accorde.

Il n'existe aucun modèle d'autogestion, ce qui est un signe de profond pluralisme. Mais ses caractéristiques sont de conjuguer démocratie directe, refus des rapports hiérarchiques, recherche de l'égalité économique et sociale, partage des savoirs et des responsabilités voire des biens, autonomie et transparence des décisions. L'autogestion est à la fois un outil d'organisation et une éthique, un but à atteindre et la méthode employée pour y parvenir.

En partant de la Commune de Paris de 1871 où les Parisien-nes insurgé-es et assiégé-es s'approprient et organisent la vie quotidienne dans la capitale, en passant par les épisodes révolutionnaires et les insurrections populaires de divers pays dont l'Espagne et son formidable mouvement autogestionnaire de 1936 à 1939... en arrivant aujourd'hui aux entreprises sans patrons d'Argentine et d'ailleurs... les aspirations les plus profondes pour s'émanciper se sont souvent exprimées à travers des épisodes autogestionnaires.

L'AUTOGESTION, COMMENT ?

L'autogestion, organisée sur un plan fédéral (communal, régional, par branche d'activités...) est une proposition d'organisation, où personne -homme ou femme, français ou non, salarié ou chômeur...- n'est écarté. Elle part d'une démarche simple qui est de rassembler des personnes concernées par un centre d'intérêt et qui souhaitent produire leurs modes de décision, contrôler leur expression, leurs revendications, sans récupérations. Elle n'empêche pas la délégation mais la contrôle sévèrement : rotation des fonctions, transparence et accès aux informations, contrôle de l'application des décisions, assemblées souveraines, refus de professionnaliser la fonction de représentant...

Cette proposition autogestionnaire trouve déjà un écho concret et quotidien si l'on songe aux dizaines de milliers d'associations en France, aux centaines d'entreprises coopératives, aux systèmes d'échanges locaux

(SEL), aux coopératives de consommateurs (Amap, coops bios,...), aux comités de lutte (sans papiers, mouvements contre le CPE...)

Ces formes d'autogestion partielle sont autant d'affirmations de nos capacités et de nos désirs à décider nous mêmes, voire à gérer directement tout ou partie de la société.

L'AUTOGESTION, POURQUOI ?

La démocratie parlementaire repose sur une prétendue égalité des droits qui fait bon ménage avec l'injustice sociale; son fonctionnement repose sur une délégation des pouvoirs vers les élu-es. Nous n'avons aucun moyen de contrôler voire révoquer ces carriéristes de la politique qui défendent trop souvent des intérêts qui ne sont pas les nôtres (financements occultes, détournements de biens publics, privatisations des services publics, lois anti sociales, soumission à l'oligarchie capitaliste...) En démocratie parlementaire, il y a bien un clivage entre riche et pauvre, entre élu et électeur.

Pendant que les trahisons, l'exploitation, l'injustice de classe, le racisme, l'expression brutale du Pouvoir... sont légitimées par ces élites, qu'elles soient politiques, patronales ou économiques, l'autogestion propose à tous un formidable antidote collectif qui peut permettre une émancipation de ces tutelles. La réappropriation de nos outils de travail, de notre cadre de vie, de nos méthodes de lutte collective, de nos modes de décision... sont un apprentissage quotidien vers l'autonomie et la liberté, contre le capital et les politiciens, qu'ils soient fascistes ou d'extrême-gauche. Quand nous nous regroupons et que nous trouvons les moyens d'exprimer nous-mêmes l'injustice, les politicards ne servent plus à rien.

Pour les anarchistes, l'autogestion généralisée, que nous qualifions de "libertaire" (c'est à dire associée aux valeurs d'égalité, d'entraide, d'émancipation politique et économique), est le plus sûr chemin vers la responsabilisation et l'intérêt collectif, la démocratie directe, l'abolition du patronat, à la recherche d'une cohésion sociale qui échappe aux règles capitalistes de la concurrence et aux lois autoritaires d'organismes pourtant censés nous représenter.

Si nous appelons à s'abstenir aux élections, c'est parce que nous pensons que les systèmes de représentation parlementaire ne sont pas émancipés du capital, et pérennisent un système politique qui s'est délégitimé. Notre proposition alternative est une société d'égaux où chacun-e doit avoir le droit de s'associer aux autres, pour participer, décider, et mandater des représentants qui doivent rendre compte devant leurs mandataires autrement qu'avec un bulletin de vote, tous les cinq ans. Si nous nous abstenons, c'est que nous sommes responsables en appelant à ne pas se reposer sur le personnel politique; c'est surtout pour appeler à construire quotidiennement l'autogestion, depuis nos lieux de travail jusque dans nos quartiers ou associations. C'est un plus sûr chemin vers la liberté que la dépendance aux politiciens offerte par la représentation parlementaire !

Daniel, Décembre 2006



FEDERALISME CONTRE DEMOCRATIE

Jeudi 4 mars 2004, Monde Libertaire N° 1349

Les anarchistes ne présentent pas de candidats aux élections et, en principe, ne votent pas. C'est un truisme de l'écrire ici. Les raisons immédiates - et très valables - en sont souvent évoquées : rejet des politiciens, de leurs partis et de leurs fausses promesses, refus de « cautionner » le système existant, etc. Ce sont des positions morales, en ce qu'elles tiennent à la dignité de l'abstentionniste principalement, plus qu'à une intervention pratique sur le devenir du monde.

Pourtant, l'insoumission électorale ouvre des portes sur l'avenir. Non comme une arme, mais parce qu'elle témoigne du projet social dont nous sommes porteurs : le fédéralisme, et de l'état que nous repoussons : la démocratie. La propagande abstentionniste devrait être, avant tout, celle du monde nouveau contre l'ancien.

TOUS LES DEFAUTS

La démocratie, comme système politique, part du principe que tous les habitants d'un secteur donné peuvent et doivent faire connaître leur avis, et décider de tout ce qui s'y produit dans la sphère publique. Pour des raisons évidentes, il faut passer par des élus, des représentants. Mais les électeurs ne votent pas sur ce qui doit être fait, sur un contenu, mais sur celui qui va décider ce qui doit être fait.

Puis, le système parlementaire est entièrement doublé d'un système administratif : préfets, hauts fonctionnaires de toutes sortes. Et, en pratique, l'application des décisions prises repose sur leur bonne volonté. Un projet qui ne convient pas à l'administration peut être torpillé, dès en amont, par la façon dont l'information nécessaire à sa réalisation est présentée. En aval, par l'inertie légendaire des corps de l'État. Les prochaines élections ne sont jamais loin...

Enfin les élus sont amenés à fréquenter assidûment tout une foule qui n'a rien de populaire, toute une bande de notables. Ce qui fait que, lors même qu'ils sont issus de milieux prolétaires, l'influence s'en trouve amoindrie au profit de celle des riches et des puissants.

Notons que, dès qu'on atteint un niveau où existe un petit début de pouvoir, la lutte interne aux partis politiques et les contraintes des campagnes électorales donnent une prime à la bassesse, à la trahison, aux amitiés douteuses, etc... Les « purs » n'arrivent pas en haut des listes et ne sont pas élus. Restent les crapules...

DE L'AUTRE COTE

Le fédéralisme libertaire, lui, pose le principe : chacun se mêle de ce qui le concerne, et dans la mesure où cela le concerne. Ce qui implique, en lieu et place d'une vaste consultation tous les cinq ou six ans, suivie d'un brouillard opaque, une multiplicité de décisions à petite échelle, prises en commun par les intéressés.

Les attributions des institutions à vaste compétence, comme les assemblées régionales, nationales, européennes - si même elles subsistent - se trouvent donc très réduites, leurs sessions épisodiques.

Il va de soi que les délégués sont munis d'un mandat impératif : on ne vote plus pour un individu qui sait ce qu'il faut décider, mais pour un contenu précis, l'homme ayant obligation de défendre ce mandat dans les discussions et les votes. La révocabilité des élus en découle, évidemment.

D'autre part, la société fédéraliste repose sur la notion de contrat, et non plus sur celle de loi. Il n'y a pas de séparation des pouvoirs, législatif et exécutif - lesquels n'existent plus. Ceux qui appliquent les décisions, à tous les niveaux, sont ceux qui les prennent. Il n'existe plus de haute administration permanente, plus d'État. Le fédéralisme "vrai" ne se concevant pas sans égalité économique, et le pouvoir lié à la fonction et à sa permanence ayant, dans l'ensemble, disparu, on peut tabler sur une rotation rapide des élus, ce qui limite la corruption.

VERS LA LIBERTE

On le voit, notre projet va infiniment plus loin qu'une question de vote. Il s'agit d'un changement très profond des institutions, ou, plus exactement, du remplacement de ce qui est institutionnel par une organisation fluctuante, dont chaque construction ne dure que le temps de sa nécessité. Notre message ne peut se réduire au refus des élections : nous voulons faire partager au plus grand nombre notre projet de libération. L'abstention en vient comme une conséquence naturelle, logique.

La transformation de la société sera le fait de l'insurrection des laborieux contre les puissants. Notre tâche urgente est donc de distiller l'Idée fédéraliste et égalitaire dans les larges masses, d'y impulser des pratiques autogestionnaires.

Dès lors, entretenir l'habitude de la délégation démocratique, c'est aller contre nos propres buts. Présenter ou défendre des candidats, c'est fouler aux pieds la confiance, si nécessaire et aujourd'hui si rare, que les classes ouvrières peuvent avoir en elles-mêmes. C'est leur nier la capacité politique. L'arme du prolétariat, c'est l'action directe ; sa Constitution, c'est le fédéralisme. Toute politique électorale est ennemie de l'émancipation humaine.

Max Lhourson

DISTRIBUEZ-VOUS DES CHEQUES EN BLANC ?

CANDIDATS, ILS VOUS PROMETTENT LA LUNE.

ELUS, ILS DEVIENNENT LES NOUVEAUX BENEFICIAIRES DES PRIVILEGES ECONOMIQUES, ET DES INEGALITES SOCIALES.

L' URNE CERQUEIL DE VOS ILLUSIONS

AGIR AU LIEU D' ELIRE

Fédération anarchiste
145, rue Amélot 75011 PARIS

TOUTE ELECTION EST UNE SOUMISSION

chacun doit pouvoir décider dans sa vie

REVOLUTION
AUTOGESTION
FEDERALISME

FEDERATION ANARCHISTE

SUR LES ELECTIONS PRESIDENTIELLES DE 2002

Victoire de Chirac (communiqué du 7 Mai 2002)

La Fédération Anarchiste ne peut se féliciter de la victoire d'un Chirac, tout comme elle n'aurait pu se réjouir de celle d'un Jospin ou de qui que ce soit de plus fasciste.

Nous rappelons que le principe de la démocratie représentative est d'abandonner sa voix et son pouvoir au profit d'un politicien. A cet égard rien n'a changé : malgré les taux d'abstention records jusqu'à ce pathétique second tour (les politiques antisociales de droite comme de gauche et l'impunité des élus en sont la cause principale) : les élections passent et les problèmes restent...

Seule les luttes sociales permettront de contrer la montée du fascisme : les expulsions arbitraires de sans papiers ou de squatteurs, la chasse aux pauvres dans les centres villes, les discriminations de toutes sortes...

Nous appelons à de fortes mobilisations aux futures échéances sociales, car les prochains gouvernements ne manqueront pas de s'attaquer aux derniers acquis sociaux (retraites, système éducatif, santé...) et aux libertés fondamentales, déjà bien remises en question par les gouvernements précédents : liberté de circuler, de manifester, ...

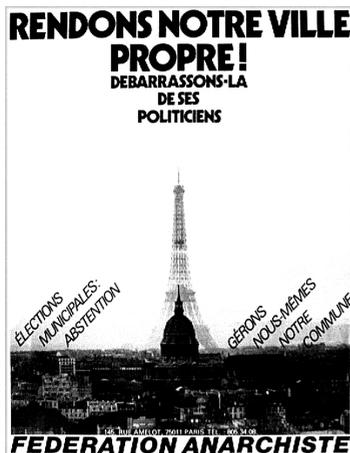
ALORS HEUREUX?

Jeudi 25 avril 2002, Monde Libertaire N° 1278

A ceux qui ont produit, sur commande, et depuis des années, les sondages alarmistes sur «l'inquiétude des Français». Aux journalistes et à leurs chefs, vendeurs d'armes pour la plupart. Aux directeurs de campagne. Aux hommes de communication qui jusqu'au bout auront pensé qu'une élection se gagne au centre (sombre non-sens dont Jospin, après d'autres, fait maintenant les frais). Aux policiers et gendarmes défilant pour un peu de thunes. Aux élus locaux se plaignant du manque de moyens, et aux non-élus demandant l'éradication sur le champ de l'insupportable délinquance gangrenant leurs quartiers... Aux candidats, enfin, qui du haut de leur suffisance et certains, pensaient-ils, d'être présents au second tour, ont conclu de long temps un accord tacite selon lequel l'insécurité occuperait la place centrale dans la campagne à venir... Aux donneurs de leçon et aux donneurs de claques, aux marchands de peur et à tous ceux qui, à défaut de pouvoir proposer quelque chose de neuf, ont décidé d'en rajouter dans le domaine sécuritaire, nous disons

aujourd'hui bravo! Bravo, et bon courage. Car ce n'est pas tant Le Pen qui a gagné ce soir que ceux-là, qui ont aimé jouer avec la peur, alimenter la peur de l'électeur lambda. Alors heureux? Certes il est déprimant de vivre dans un pays où une fois retranché les résultats de l'abstention (28,5% record absolu pour une présidentielle), 20% des votants ont fait le choix de l'extrême-droite. Cela représente tout de même plus de cinq millions et demi de personnes ayant voté Le Pen ou Mégret... Mais il est encore plus déprimant de songer que ce résultat, historiquement exemplaire, n'est lié ni à une situation exceptionnellement dégradée (telle celle de l'Allemagne des années trente) ni à une campagne particulièrement brillante des candidats de l'extrême-droite. Trop tôt enterrés par ceux qui s'étaient fait une spécialité de la lutte contre le fascisme - Hé, Ras l'Front, vous attendiez le coup de grisou pour sortir du sommeil? -, constatant, goguenards, que l'essentiel de leurs thèses était repris par les deux caciques au pouvoir, ils n'éprouvèrent pas le besoin de pousser trop loin le bouchon. En fait, ils auraient pu se passer de faire campagne, les caciques en question se chargeant de la mener pour eux. Le principal responsable de la présence de Le Pen au second tour des présidentielles, ce n'est ni Le Pen lui-même ni le nombre de ses électeurs. C'est, paradoxalement, Lionel Jospin lui-même, qui à force de souffler sur les braises et d'alimenter le feu, s'est brûlé à son propre jeu. Pyromane, Jospin ; pyromanes, les médias, qui ont accompagné (quand ils ne l'ont pas précédé) le retour et le triomphe de la flamme frontiste. Bien sûr, au second tour Le Pen sera balayé. Un « front républicain » va se mettre en place rapidement, ultime soubresaut de la gauche de gouvernement, Chirac le délinquant sera donc réélu avec un score digne d'un autocrate d'Afrique du Nord, type Ben Ali ou autre. En même temps l'extrême-droite a déjà gagné son combat, l'a gagné bien avant ce sinistre dimanche soir, où le borgne maghrébinophobe s'est retrouvé au second tour de l'élection. Il l'a précisément emporté au moment où Jospin décida de mener sa campagne sur des thèmes traditionnellement rattachés à sa thématique, où la gauche se mit à reprendre les discours sécuritaires en vogue; qui lui a conseillé d'abandonner le terrain social au profit de la tourbe juridico-répressivo-policière? Oui, la lépénisation des esprits est en marche, et ça ne date pas de ce soir, c'est un processus qu'alimente l'ensemble de la classe politique ainsi que ses alliés naturels, médias, forces rétrogrades, résistants de la dernière heure nationale, professionnels de la haine de l'autre. La présence de Le Pen au second tour de l'élection n'est jamais que la conséquence la plus visible de ce processus. Lequel, bien entendu, est loin d'être achevé. Alors, les pyromanes, heureux ? Et rendez-vous au prochain feu.

Fred, groupe Louise Michel de la Fédération Anarchiste



Affiche de Jules Grandjouan

FALLAIT-IL VOTER?

Jeudi 16 mai 2002, Monde libertaire N°1281

Après la surprise du 21 avril, il s'est trouvé des libertaires pour voter, et faire voter Chirac. Il s'agissait de « faire barrage au Front national ». Au-delà des questions de principe, qui ont déjà été développées largement dans ces colonnes, il convient de s'interroger sur la qualité stratégique d'un tel choix. Laissons de côté pour aujourd'hui (j'insiste: pour aujourd'hui) le problème de savoir si le FN est bien un vrai parti fasciste et si l'ascension de Le Pen à la présidence ouvrirait l'ère, comme on nous le dit, du Talon de fer. Admettons-le, cela ne change rien, on le verra. Un vote stratégique? Le point important, pour élaborer une stratégie, c'est d'évaluer avec autant d'exactitude que possible la situation, et d'envisager ses probables développements. Nous sommes le 21 avril, il est 20 heures. Jean-Marie Le Pen « fait deuxième » à la présidentielle. Immédiatement, le front républicain se met en place, et presque tous les partis politiques appellent à faire barrage à l'extrême-droite, c'est-à-dire à voter Chirac. Les médias font chorus, l'émotion est grande. La Patrie est en danger! En danger? Voyons les chiffres. L'extrême-droite totalise moins de six millions de voix, sur quarante et un millions d'inscrits. Avec une excellente campagne et un coup de pouce du hasard (un fait divers sordide, par exemple, ce qui ne s'est pas produit) on peut craindre qu'elle puisse gagner quelques millions de voix entre les deux tours. Ne mégotons pas, et disons dix millions en tout. C'est bien sûr tout à fait improbable dans la situation actuelle, mais mettons les choses au pire. Imaginons un taux d'abstention de 50 % (du jamais vu pour une présidentielle). Restent dix millions et demi de voix à Chirac, qui l'emporte. C'est-à-dire que dans l'hypothèse la plus favorable pour lui, par ailleurs tout à fait saugrenue, Le Pen n'est toujours pas élu! Et cela, le soir du 21 avril, tout le monde le sait.

UN VOTE UTILE ?

Pourtant, la gauche la première, on crie au loup et on rameute pour le candidat qu'on voulait hier mettre en cage. Le cul de basse fosse devra attendre, il faut porter, tous ensemble, le supposé escroc au pouvoir. Ce n'est pas tout. Il faut que le candidat prévaricateur triomphe. Puisqu'on n'espère pas réduire le nombre de voix du FN, Chirac doit gagner avec le plus gros pourcentage jamais vu. Ce sera, nous dit-on, un symbole et un avertissement. Ah oui ? Croyez-vous que Chirac s'inquiète de qui vote pour lui? Croyez-vous qu'il se sente engagé à quoi que ce soit? Ce qu'il voit, c'est qu'il est élu, citoyen « perché ». C'est qu'en jouant avec les idées lepénistes, il a une chance d'obtenir une majorité à l'Assemblée, peut-être même élue grâce au front républicain. Et Sarkozy, à peine les résultats du premier tour connus, d'en rajouter une louche ou deux sur l'insécurité. En fait, plus sa majorité est large, plus il est incité à faire, plus ou moins discrètement, le jeu du Front national.

CONTRE LA REPUBLIQUE?

Cela étant clairement posé, devons-nous, nous, anarchistes, voler au secours de la victoire ? Il me semble important de le rappeler : les anarchistes ne sont pas républicains. La République est la forme étatique habituelle de la domination capitaliste. Pas plus, nous ne sommes démocrates. Nous voulons la destruction du pouvoir et du gouvernement, pas son contrôle par le citoyen, cette fiction. Nous ne pouvons avoir de raisons autres que circonstancielles de les défendre. Nous ne leur devons de soutien que celui que, suivant l'expression consacrée, la corde doit au pendu. Notre but, notre seul but, c'est l'émancipation humaine; à cette aune se mesurent nos actions. En quoi, donc, le fait d'accourir à l'aide d'un régime qui est notre ennemi, et qui n'en a d'ailleurs pas le besoin, fait-il progresser notre cause ? Plébisciter celui qui symbolise la concussion, les «affaires», est-ce rendre un service à la démocratie, ou précisément aux libertés qu'elle octroie et que nous apprécions ? Traduit par un vote Chirac, notre antifascisme ne prend-il pas des allures de profession de foi républicaine ? N'est-ce pas là semer une regrettable confusion ? Peut-être s'agit-il de ne pas « se couper des masses » ? Mais en quoi le fait que des anarchistes s'associent à l'hystérie républicaine rendrait-il plus intelligible notre rejet du système électoral? Aurions-nous gagné du crédit à répéter une erreur largement partagée plus qu'à défendre une position raisonnable mais très minoritaire ? Au près de qui aurions-nous gagné ce crédit? Au près du « peuple de gauche » ? Mais quel dialogue, quelle confiance peut-on établir avec ces militants en minimisant les points de dissension, en essayant de leur dissimuler notre aversion fondamentale pour ce qui fonde leur engagement, la République?

À quoi bon leur laisser croire que nous partageons le même idéal, pour qu'ils découvrent plus tard que nous mentions ? N'est-il pas plus inspiré de dénoncer la politique de leurs partis jusque dans leurs options fondamentales, républicaines ? Et de tâcher de les convaincre de nos idées plutôt que de se convaincre des leurs? Pour l'anarchie! La récente élection a montré un rejet immense de la politique et des politiciens gestionnaires de l'État. Un tiers de l'électorat n'a pas jugé bon de se déplacer. Jamais les « petites listes », soi-disant alternatives, n'ont réuni autant de suffrages. La diabolisation d'un Le Pen, aujourd'hui inoffensif avec ses six millions de voix, est une entreprise de sauvetage de la politique électorale. L'appel à voter Chirac ou la dissimulation de notre abstentionnisme sont des erreurs stratégiques. Elles renforcent notre ennemi au lieu de l'affaiblir, elles brouillent le message que nous adressons au monde. Plus encore, ces tactiques erronées qui s'adressent à « la gauche », au lieu de s'adresser aux classes ouvrières, sont négatrices de la lutte des classes, fondement de l'anarchisme révolutionnaire. À tous ceux qui répudient le parlementarisme, nous devons ouvrir une perspective franchement, ouvertement révolutionnaire. Nous devons affirmer crânement nos positions anarchistes, rallier si possible les hésitants. Le rôle de militants révolutionnaires, et de leurs organisations, est là: tenir ferme le cap, offrir un point d'appui solide à ceux qui veulent changer le monde. En période de crise, particulièrement, notre responsabilité est grande. Non, nous ne sommes pas républicains. Non, nous n'allons pas voter, ni « pour » ni « contre ». Oui, nous voulons noyer la démocratie. Nous sommes anarchistes, nom de Dieu!

Max Lhourson



RIEN N'EST REGLE ! NE PAYONS PAS LEUR ADDITION

Chirac a été élu, dans une touchante unanimité "républicaine", son gouvernement de choc est en place : il peut maintenant... nous taper dessus ! La gauche plurielle, soudainement amnésique, tente déjà de faire oublier son bilan calamiteux et sa responsabilité écrasante dans la situation actuelle. L'extrême-gauche brigue une fois encore quelques strapontins pour les futures élections. Cela l'occupe et entretient le système qu'elle prétend combattre. Le Pen, ses réseaux et surtout ses idées immondes, sont toujours là, plus que jamais là.

- Rien n'est réglé pour les salariés de Mitsubishi, licenciés et jetés à la rue comme des kleenex, comme des dizaines de milliers d'autres salariés dans le pays.

- Rien n'est réglé pour les hospitaliers du CHU de Rennes, en grève pendant 3 mois pour obtenir 600 postes indispensables à la qualité des soins, et qui se sont heurtés à la répression policière et à l'arrogance du Maire de Rennes, Président du conseil d'administration de l'hôpital.

- Rien n'est réglé pour les instituteurs de Loire Atlantique, mobilisés massivement avec les parents d'élèves, réprimés, matraqués et qui appellent à une manifestation nationale à Paris le 25 mai.

- Rien n'est réglé pour la défense des retraites alors que Chirac a explicitement programmé l'allongement des durées de cotisation pour une retraite à taux plein (signatures de Jospin et de Chirac sur le sujet au sommet de Barcelone en Mars 2002).

- Rien n'est réglé concernant les services publics, méthodiquement dépecés sur l'autel européen de la rentabilité et de la décentralisation version ancien régime : "la République de proximité", tant vantée par Raffarin, s'apparente à un retour à la féodalité avec ses "pays", ses fiefs et ses petits seigneurs.

- Rien n'est réglé sur la question de la précarité à perpétuité, de l'annualisation, de la flexibilité, des bas salaires.

- Rien n'est réglé pour les sans papier qui, aujourd'hui comme demain, sont et seront exploités, pourchassés, parqués, expulsés...

- Rien n'est réglé du point de vue des libertés dans le cadre d'une démocratie blindée qui s'est donnée tous les moyens de réprimer brutalement le mouvement de résistance qui se développe.

Pour lutter contre le fascisme: Ni droite revancharde, ni gauche moribonde

En menant la même politique de misère et de soumission à la barbarie capitaliste, les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, ont constitué le terreau favorable au fascisme. L'élection de Chirac ne modifie en rien ce terreau.

Pas plus hier qu'aujourd'hui, la peste brune ne se combattra par les urnes. Elle le sera par les luttes sociales. C'est autrement plus compliqué, plus exigeant, plus long et cela ne se délègue pas aux politiciens.

Tract du groupe la sociale de la Fédération Anarchiste de Rennes suite aux élections présidentielles de 2002

Sur le référendum de 2005 portant sur le Traité Constitutionnel Européen...

LE NON SAUVERA-T-IL LA CLASSE OUVRIERE?

Jeudi 28 octobre 2004 , Monde Libertaire N° 1373

La question du futur référendum qui pourrait avoir lieu à l'automne 2005¹ concernant la ratification du texte de la Constitution européenne suscite de toute évidence un peu d'agitation dans le Landerneau politico-syndical... Mais tous les protagonistes du débat sont au moins d'accord sur une chose : faire apparaître comme une évidence que le résultat du vote sera déterminant pour l'avenir de la population. À voir...

Mon propos se concentrera essentiellement sur le débat qui s'installe aujourd'hui à ce sujet dans le mouvement syndical. Il va de soi qu'aucun anarcho-syndicaliste digne de ce nom ne peut trouver dans le texte de la Constitution européenne l'ombre d'un élément positif, bien au contraire. Celle-ci inscrit dans le marbre de manière très claire le cadre économique dans lequel chaque État doit de gré ou de force s'intégrer.

L'article I.3 dit : « L'Union offre à ses citoyens... un marché intérieur où la concurrence est libre et non faussée. » En clair, cela signifie un libéralisme pur et dur qui exclut de toute évidence le maintien des services publics. Cette notion de service public n'apparaît d'ailleurs jamais dans le texte pourtant fort long. Elle est remplacée par celle de « service d'intérêt économique général » qui recouvre une réalité très différente. Un point Poste dans la boulangerie du village où l'on vient de supprimer le bureau de Poste relève de cette définition. De même que l'école privée...

Il est tout aussi clair que le principe papal de subsidiarité qui sert explicitement de référence (article I.9-3) est à l'opposé de notre conception fédéraliste. De même, la volonté de pousser jusqu'à l'ultime limite l'intégration des organisations syndicalistes, via la Confédération européenne des syndicats notamment, dans le rouage des institutions est évidente. L'article III.104-4 est sans ambiguïté : « un État membre peut confier aux partenaires sociaux à leur demande conjointe, la mise en œuvre des lois cadres européennes. »

Le tout forme donc incontestablement un ensemble cohérent, totalitaire même par certains aspects, entièrement tourné contre les salariés et ce qui reste d'indépendance de leurs organisations syndicales. L'exemple de l'affaire Perrier-CGT est de ce point de vue très significatif. Non seulement le patronat veut que le syndicat plie devant ses exigences mais en plus il est sommé de les accompagner. Il semblerait que Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, se soit beaucoup employé à faire « entendre raison » à ses troupes un peu trop remuantes. Le soutien affiché à la Constitution européenne de John Monks, secrétaire général de la CES qui est à l'Europe syndicale ce qu'est la CFDT au mouvement syndical français, est donc parfaitement

¹ Sûr de leur succès, les libéraux de gauche comme de droite avaient avancé la date prévue du référendum, qui a finalement eu lieu le 29 Mai 2005.

logique. Bref, nul doute que ces orientations doivent être combattues. Mais la bonne question est la suivante : comment ?

Est-ce que les urnes peuvent nous prémunir de cette logique destructrice ? L'expérience prouverait plutôt le contraire ! D'ailleurs les dernières élections régionales et européennes, malgré la claque qu'a subie le gouvernement, n'ont pas infléchi d'un iota la politique de Raffarin. Les salariés d'EDF, les « transférés » (TOS de l'Éducation nationale, Équipement, etc.) et les assurés sociaux peuvent en attester. Par définition même, le vote politique, acte individuel, est à l'opposé de ce que devrait viser à construire le syndicalisme : l'organisation de la force collective des salariés.

L'idée propagée par tel ou tel courant politique dans le mouvement syndical que le non pourrait constituer un « dé clic » dans le cadre d'une « crise politique profonde » dont on nous parle depuis dix ans est dangereuse. Elle peut donner en effet l'illusion que le mouvement social pourrait se dispenser de la construction d'un rapport de force en attendant gentiment que la solution sorte des urnes.

L'exemple repris parfois de l'appel à voter non au référendum gaullien de 1969, de la confédération Force ouvrière, seul exemple où FO a effectivement donné une consigne de vote, n'a donné lieu ni à un dé clic particulier ni à un bouleversement des politiques menées à l'époque.

Il est toujours risqué pour le mouvement syndical de s'inscrire, voire de se soumettre aux échéances électorales, fussent-elles référendaires. D'ailleurs n'est-il pas naïf de penser que le système en place, au-delà des politiciens qui le servent, ne peut surmonter un éventuel résultat négatif? Les Danois n'ont-ils pas, par exemple, été amenés à voter une seconde fois pour entériner de gré ou de force le traité de Maastricht? Et il existe bien d'autres manipulations qui leur permettent d'arriver à leurs fins.

J'ignore qui du oui ou du non l'emportera dans un an. Mais ce que je sais c'est que quel que soit le résultat, l'enjeu déterminant est la résistance collective des salariés que le mouvement syndical aura ou n'aura pas su organiser.

Samuel

PERSONNE NE DOIT LUTTER EN TON NOM !
SEULE L'ACTION DIRECTE : prise en charge par les individus eux-mêmes de leurs luttes contre le capitalisme, sans délégation de pouvoir
"BALAIERA" PATRONS ou BUREAUCRATES de DROITE ou de GAUCHE



PERSONNE NE DOIT DÉCIDER POUR TOI !
GESTION DIRECTE !

ENSEMBLE : on s'associe
on décide
on produit selon nos capacités, nos besoins
on répartit égalitairement

... LA REVOLUTION SOCIALE commence
... LE COMMUNISME ANARCHISTE devient réalité

FEDERATION ANARCHISTE
3, rue ternaux 75011 Paris

LE POUVOIR EST TRANQUILLE
SA MACHINE ELECTORALE, IL L'A CONSTRUITE LUI-MÊME
BATTONS-NOUS SUR NOTRE TERRAIN
L'OCCUPATION DES USINES



GESTION DIRECTE
DES MOYENS
DE PRODUCTION
ET DE DISTRIBUTION
PAR LES TRAVAILLEURS
EUX-MÊMES !

NI PATRON, NI ÉTAT.
GRÈVE GESTIONNAIRE
EXPROPRIATRICE.

Fédération Anarchiste
145, RUE AMELOT PARIS 75011

ELECTION

PRESIDENTIELLE DE 2007

DE LA GREVE DES ELECTEURS A LA GREVE GENERALE EXPROPRIATRICE ET AUTOGESTIONNAIRE

Tous les cinq ans désormais, le grand cirque électoral s'installe dans le pays. Et l'année 2007 nous gâte particulièrement, puisqu'après nous avoir servi deux fois le couvert en avril et en mai afin de changer de chef, en l'occurrence, de président, les citoyens et citoyennes devront répéter leur devoir démocratique en prenant deux fois du rab pour élire leurs représentants à l'hémicycle.

Nom de dieu ! Quatre bulletins dans l'urne en l'espace de quelques semaines, et il se trouve des médisants pour râler que l'on nous confisque notre avis, que l'on nous vole notre souveraineté et nos libertés. Une trentaine d'hommes et de femmes candidats, du plus raciste au moins sérieux, des fausses têtes de gentils et des vrais gueules de méchants, un suspense insoutenable, des luttes fratricides, des éliminations sans pitié comme à Koh Lanta, et il se trouve encore des mécontents pour affirmer que la démocratie est un spectacle aliénant pour citoyens dociles. Des promesses en pagaille, des programmes en veux-tu en voilà, des lendemains qui chantent et il se trouve toujours des irréductibles pour affirmer que si les élections pouvaient changer cette société fondée sur l'exploitation, l'oppression et l'ignorance, elles seraient interdites depuis longtemps.

La classe dominante peut dormir sur ses deux oreilles, c'est bien elle qui pendant des décennies a forgé et affiné le système électoral parlementaire. Celui-ci est construit sur la fiction de la représentativité censée illustrer la « volonté populaire » qui n'est rien d'autre que la volonté des puissants ! Ni partisans de la République, ni de la démocratie parlementaire, les anarchistes se battent au quotidien contre toute logique de délégation de pouvoir et d'abandon de souveraineté individuelle, contre toute forme de pouvoir et de gouvernement, pas pour son illusoire contrôle par les citoyens.

Pour les anarchistes, l'État n'est pas un outil neutre au service d'une politique plus ou moins sociale. Il est l'instrument de domination d'une minorité privilégiée sur l'immense majorité exploitée. Il est ainsi dangereusement illusoire de vouloir s'en emparer par la loi ou par la force pour espérer corriger les bases inégalitaires et hiérarchisées de la société. C'est là l'originalité et la différence fondamentale du courant libertaire

avec les tendances autoritaires du socialisme : la social-démocratie et le marxisme-léninisme. La pratique réformiste liée à la participation gouvernementale aboutit systématiquement à une gestion libérale du capitalisme.

La dictature du prolétariat a été incapable d'abolir la société de classes et a accouché de monstrueux Etats totalitaires. La lutte pour l'abolition du salariat est indissociable de la destruction du pouvoir étatique, c'est pourquoi les anarchistes refusent la conquête du pouvoir et boycottent les institutions étatiques et le système électoral qui en découle.

Notre abstentionnisme n'est ni une attitude de circonstance, ni une forme d'opportunisme et encore moins de l'irresponsabilité, il découle des principes intangibles de l'anarchisme : le refus de toute délégation de pouvoir et la promotion de l'action directe.

ILS ONT VOTE, ET PUIS APRES ...

Les présidentielles de 2002 qui ont vu le duel escroc contre facho au second tour tourner sans surprise à l'avantage du premier, ont constitué un piège magistral. L'Union sacrée des partis politiques et d'une majorité du mouvement social et syndical pour voter Chirac et « sauver la République » a permis de concentrer dans les mains des représentants de la bourgeoisie un pouvoir exceptionnel dont elle ne s'est pas privé d'user et d'abuser d'autant plus que les législatives qui ont immédiatement suivi ont consacré la dictature du patronat en donnant la majorité absolue à l'UMP. Dès lors, les attaques antisociales se sont multipliées. La violence et le rythme de celles-ci, conjugués à la passivité des organisations syndicales, n'ont pas permis de résister efficacement aux mauvais coups du capital et du gouvernement : retraites, intermittents, sécurité sociale, lois sécuritaires contre les libertés publiques et lois racistes contre les sans-papiers, CNE, CPE ... Ce n'est pas non plus la fausse victoire du « non » au référendum sur le traité de Constitution européenne qui a permis au mouvement social et syndical de se refaire une santé et de mettre un coup d'arrêt aux attaques du gouvernement, bien au contraire. Les élections comme les référendums, quand ils ne tuent pas dans l'œuf tout développement d'un mouvement social autonome, sont contre-productifs et nocifs pour les luttes sociales.

Les abstentionnistes ont toujours été voués aux gémonies. Quand on ne leur reproche pas d'être de dangereux irresponsables, on les accuse de faire le jeu du patronat et de l'extrême-droite ! Les élections n'ont jamais barré la route au fascisme et très souvent, le vote a légitimé les pires canailles. Hitler et Mussolini sont parvenus au pouvoir par les urnes et c'est la Chambre des députés qui a investi Pétain des pleins pouvoirs. Les anarchistes dénoncent les barricades de bulletins de vote comme totalement illusoire.

Nous considérons comme seul rempart efficace au fascisme, l'action directe pour la conquête d'une réelle égalité économique et sociale ainsi que le combat quotidien contre toutes les formes d'autoritarisme et d'oppression raciste, sexiste, patriarcale...

Les libertaires se battent donc sur le terrain qui est le leur : dans la rue, dans les lycées, les facultés et sur leur lieux de travail, pas dans les urnes, ni sur les bancs du parlement ! Les anarchistes entendent, par le développement des pratiques et des idées libertaires dans le mouvement social et syndical, s'opposer à la logique de délégation de pouvoir et à l'électoratisme. Nous voulons établir une véritable démocratie directe, une démocratie à la base, issue des luttes et fondée sur des mandatements impératifs, le contrôle et la révocabilité des mandats.

SEULE LA LUTTE PAIE !

Le mouvement dit « anti-CPE » du printemps dernier a, une fois de plus, démontré que seule la lutte payait. À la suite des émeutes de banlieues de l'automne 2005, ce mouvement a mis en lumière des modes d'organisation, basés sur des assemblées générales souveraines et décisionnelles, des occupations et des blocages

de l'économie se sont développés. Ils préfigurent les luttes de demain et même une nouvelle façon d'appréhender l'organisation sociale. Par ces recours à des formes d'action directe, les jeunes et les moins jeunes renouent avec les principes et les pratiques de la lutte collective initiés, il y a 100 ans par la Charte d'Amiens, et mis en œuvre, notamment lors des grèves et occupations de 1936.

En ces temps, où l'on veut nous convaincre que la démocratie libérale constitue l'horizon indépassable de l'Humanité... Alors que la gauche, les communistes, l'extrême-gauche intègrent le jeu démocratique et les institutions républicaines qui pérennisent et renforcent la domination capitaliste... À l'heure où le mouvement social et syndical, peinant à (re)trouver le chemin de la résistance et de la contre-offensive, est à (re)construire... Il importe aux militants révolutionnaires et à leurs organisations de lutter contre toutes les logiques de médiations de classes ainsi que contre les mystifications électorales de toutes sortes qui pourraient détourner les travailleurs de la construction d'un véritable rapport de force et éloigner toute perspective de rupture.

Offrir un point d'appui aux individus conscients, tenir un cap anarchiste et révolutionnaire en cette période complexe et difficile, telle est la tâche que se fixe la campagne unitaire anti-électorale des libertaires dont vous tenez dans les mains le premier travail commun.

PARTI, AVANT-GARDE, LEADER ... IL N'EST PAS DE SAUVEUR SUPREME : SAUVONS NOUS NOUS-MEMES !

Les libertaires appellent donc à nouveau à l'action directe individuelle et collective que l'on pourrait résumer par : « agir au lieu d'élire », et qui se traduit pratiquement par l'abstention active et révolutionnaire.

L'esprit du congrès de St-Imier (1872), événement fondateur de l'anarchisme ouvrier et de l'internationalisme prolétarien reste plus que jamais d'actualité et nous rappelle que « ... la destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat » et que « ... repoussant tout compromis pour arriver à l'accomplissement de la révolution sociale, les prolétaires de tous les pays doivent établir, en dehors de toute politique bourgeoise, la solidarité de l'action révolutionnaire ».

Pas plus en 2007 qu'auparavant les anarchistes ne se rendront aux urnes !

Julien, groupe de Rouen de la Fédération Anarchiste - Octobre 2006

**DROITE OU GAUCHE
C'EST TOUJOURS
L'EXPLOITATION !**



**EXPLOITATION OU
GESTION DIRECTE,
IL FAUT CHOISIR !**

FEDERATION ANARCHISTE 145, rue Amalot, 75011 PARIS, Tél. 06-34-08

FEDERATION ANARCHISTE

autogestion : gestion directe
par les travailleurs eux-mêmes

fédéralisme : coordination sans État
ni Comité Central

socialisme libertaire :
égalité économique pour tous
liberté morale de tous

régionalisation ou pas
le problème restera posé

LE COMBAT ne passe pas
PAR LES URNES

L'ÉDITEUR LE MONDE LIBERTAIRE
107, rue de la Harpe, 75005 PARIS

DECROISSANCE ET ELECTIONS

[Texte inédit de Jean-Pierre Terrais]¹

Si l'on a bien compris la finalité des élections, les citoyens se rendent aux urnes dans l'espoir d'améliorer leur vie quotidienne et le sort de la planète. Or depuis de nombreuses années, des dizaines d'élections ont eu lieu, et la condition de l'humanité n'a jamais été aussi précaire; plus encore, l'avenir de la planète elle-même n'a jamais été aussi menacé. Peut-être le temps est-il venu de se poser les bonnes questions ?

« Ne pas s'inscrire sur les listes électorales nuit gravement à la démocratie ». C'est par ce slogan fumeux, erroné mais surtout pervers, que la classe politique entend sauver la face. Ce n'est en effet pas à la démocratie - une démocratie qui n'est qu'une coquille vide - que nuit l'abstention, mais à la crédibilité, à la légitimité, aux ambitions et aux carrières des guignols qui nous gouvernent. Si les sauveurs suprêmes se bousculent au chevet de la planète, ce n'est pas par un souci obsessionnel de faire don de leur personne à la patrie, mais pour savourer jusqu'à l'extrême l'ivresse du pouvoir.

Chacun se souvient de Dominique Voynet, membre du gouvernement de la gauche plurielle de 1997 à 2001, qui a passé le plus clair de son mandat à faire avaler des couleuvres à ses militants, adhérents, sympathisants et électeurs (enfouissement définitif et irréversible des déchets nucléaires, mise en culture du maïs Novartis, Erika, autoroutes, chasse...). Soucieuse de leur bien-être, elle ne veut pas « faire peur » aux électeurs; elle ne parlera donc pas de décroissance. Son objectif est de réaliser un bon score qui lui permettrait de négocier davantage de postes au gouvernement. Pseudo-libertaire, José Bové, déclare à Libération : « Je suis candidat à rassembler, à la gauche du PS, une gauche antilibérale, écologique, antiproductiviste et altermondialiste. Je suis prêt à assumer la responsabilité d'aller à l'Elysée »... alors que ni les Verts, ni la Confédération paysanne, ni ATTAC n'envisagent de le soutenir !! Mais les gourous ont-ils besoin de l'avis de leurs adeptes ?

Parfait « produit médiatique » aux discours inoffensifs, représentant de commerce d'E. Leclerc et de EDF percevant 30 000 euros par mois, Nicolas Hulot - qui a droit, entre autres, à une pleine page dans « Le Figaro » du 8 novembre 2006, quotidien détenu par Serge Dassault !! - indique qu'il n'excluait pas une candidature à l'élection présidentielle, « si la gauche et la droite n'ont pas d'engagements forts sur les enjeux climatiques et écologiques », lors d'une projection d'un film de l'ex-vice président américain Al Gore sur le réchauffement climatique... avant de déclarer, aux Journées d'été des Verts : « Au fond de moi-même, je n'ai pas très envie d'y aller », « Je ferai tout ce qu'il faut pour ne pas avoir à y aller ». Quand ce suspense insupportable va-t-il se terminer ? Jo Le Guen, lui, n'entend pas se présenter lui-même, mais participe à une course transatlantique à l'aviron en solitaire entre le Sénégal et la Guyane à bord d'un bateau nommé « L'homme ou le marché. 2007 : l'heure du choix », une « forme originale de militantisme politique », selon Ouest-France. Les PDG des multinationales doivent trembler comme des feuilles.

¹ Note de l'Editeur: Jean-Pierre Terrais est l'auteur de nombreux articles parus dans le Monde Libertaire sur les questions environnementales. Il a notamment écrit aux Editions du Monde Libertaire les ouvrages "Pour comprendre la crise agricole" et "Du développement à la décroissance, de la nécessité d'en finir avec l'impasse suicidaire du capitalisme". Possibilité de commande en fin d'ouvrage.

On le voit très clairement, les gaz à effet de serre ne dérèglent pas seulement le climat, ils surdimensionnent les « ego », ils aggravent la paranoïa. La politique, c'est presque aussi compliqué que la psychiatrie ! « De l'Elysée à l'asile » : un joli titre pour un futur polar ! (ça vaut bien : « Métamorphose à Formose » ou « Un as de plus à Las Vegas » !) En attendant, ramer sur l'océan « contre le libéralisme » ou faire quelques vaguelettes à la télé, c'est quand même plus facile que de faire couler le capitalisme !

LA DEMOCRATIE REPRESENTATIVE, INSTRUMENT DU CAPITALISME

Le suffrage « universel » serait un « droit républicain » conquis de haute lutte, et qu'il faudrait défendre avec acharnement. Avec un minimum de discernement, il n'est pas trop difficile de montrer :

★ que ledit suffrage, instauré en France en 1848, n'était que très relativement universel puisqu'il faudra quand même attendre 1944 pour que le droit de vote soit accordé aux femmes;

★ que, par le biais d'accords, de compromis, d'alliances, de collaboration de classes, les élections ont conduit au pouvoir nombre de tyrans (voir Hitler et Mussolini), et qu'elles ne constituent donc, en aucun cas, un rempart contre le totalitarisme;

★ que ce ne sont pas les échéances électorales qui ont engendré le progrès social, mais les luttes pour des conquêtes sociales qui précèdent la ratification de la loi;

★ que c'est la bourgeoisie, soucieuse de liquider définitivement une royauté dont elle n'avait plus besoin, et qui faisait même obstacle à ses prétentions, qui a instrumentalisé le parlementarisme, garantissant, à travers le suffrage, la soumission ouvrière au capitalisme. Et c'est aujourd'hui l'Etat qui est le meilleur défenseur des privilèges usurpés;

★ que la démocratie représentative, loin d'assurer la souveraineté du peuple, utilise les élections comme outil de pacification sociale, en délégitimant l'usage de la violence du peuple, consacrant dans le même temps celle du patronat et de l'Etat, parce que la séparation des pouvoirs - législatif, exécutif et judiciaire - n'est qu'une illusion, parce que la corruption et les intrigues gangrèment l'ensemble des classes politiques, parce que ces classes bénéficient le plus souvent d'une grande impunité (non-lieux, relaxes ou peines insignifiantes), parce que la carrière, l'ambition personnelle, l'intérêt individuel, et souvent l'enrichissement, constituent les motivations profondes des politiciens, parce que le pouvoir politique est totalement inféodé aux sphères économique et financière, parce qu'une élection ne définit pas l'application d'un programme mais la nomination à un poste de pouvoir, parce qu'aucun contrôle effectif n'est possible sur des élus qui n'ont pas de comptes à rendre, parce que le martèlement de la propagande et l'industrie du sondage façonnent l'opinion publique, parce que les candidats sont eux-mêmes présélectionnés par des partis aux stratégies occultes.

Se réclamant de droite ou de gauche, les partis politiques (dont les ressources proviennent majoritairement des finances publiques) sont devenus les gestionnaires du système capitaliste, transformant les élections en un redoutable instrument de contrôle social, et donc de reproduction du système politique. Car ceux qui ne se soumettent pas à ce processus en s'abstenant représentent une force précisément « incontrôlable »; ils peuvent être tentés d'utiliser d'autres canaux pour donner libre cours à leur potentiel revendicatif (manifestations, occupations, grèves, désobéissance civile, émeutes...) L'intention des pouvoirs publics est d'obtenir l'adhésion globale de la population à des objectifs définis en dehors d'elle, d'entretenir l'illusion de peser sur des projets ficelés par des technocrates. La domination économique et financière des structures du capitalisme (FMI, Banque mondiale, OMC...) contribue, comme le soulignait une association d'artistes de cinéma, à passer « des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes au droit des investisseurs à disposer des peuples ». D'où le discours moralisateur, l'acharnement dans l'effort de culpabilisation des abstentionnistes parce que, trop nombreux, ils risqueraient de remettre en question la légitimité du pouvoir lui-même.

LA REPRESENTATION POLITIQUE EN CRISE

En premier lieu, comment cette caste politicienne, cette « noblesse d'Etat » pourrait-elle représenter le peuple puisque ses origines sociales (bourgeoisie aisée, aristocratie) comme les lieux de recrutement (ENA, Polytechnique, Sciences Po...) la tiennent à distance des préoccupations quotidiennes de ce bas peuple.

Cette crise - de représentation plus que de participation - se manifeste de plusieurs manières : une baisse de la participation électorale, une progression des votes protestataires, une montée en puissance des formes « non conventionnelles » de participation politique.

★ **Une baisse de la participation électorale.** On observe, depuis la fin des années 80, une diminution du taux d'inscription sur les listes électorales (essentiellement dans les plus grandes villes), une légère hausse du nombre de votes blancs et nuls, mais surtout, une augmentation régulière de l'abstention, quelles que soient les élections, même pour la présidentielle, la plus mobilisatrice (le premier tour de l'élection présidentielle de 2002, avec un taux d'abstention de 28,4 %, constitue un nouveau record).

★ **Une progression des votes protestataires,** c'est-à-dire favorables aux candidats appartenant à des formations politiques non représentées au Parlement. Ainsi, la proportion du vote pour les forces « hors-système » a quasiment triplé aux élections présidentielles depuis 1981 (passant de 10 à 28 % en 2002).

★ **Les formes non conventionnelles de participation politique :** on appelle ainsi les actions qui remettent en cause l'ordre établi, les institutions existantes. Ces actions se sont considérablement étendues, notamment parmi les jeunes générations, et banalisées : mouvements d'immigrés, des « sans » (papiers, logement, emploi...), de riverains (contre un projet, une implantation), collectifs de femmes, mouvements écologistes, altermondialistes, anti-pub...

Les éléments de cette crise de représentation politique s'opposent à l'image négative que les pouvoirs publics tentent de véhiculer, c'est-à-dire celle d'un citoyen coupable de désengagement, d'une indifférence croissante envers la politique (même si l'abstention « pêcheur à la ligne » existe). Il s'agit plutôt d'un citoyen « désenchanté », refusant les choix proposés, contestant le système traditionnel des forces partisans, d'un citoyen insatisfait, exprimant son mécontentement ou manifestant son impatience, son indignation même face à ce qu'il considère comme un manque de volonté politique, de lucidité, de compétence, voire une indifférence ou un cynisme de la part d'élus incapables d'apporter la moindre solution aux problèmes économiques et sociaux.

Un citoyen devenu méfiant à l'égard de ceux qui parlent en son nom, envers les pratiques et la langue de bois de la classe politique, et qui doute profondément des règles d'un jeu qu'il perçoit comme elles sont : truquées. Un citoyen qui s'offre même le luxe de snober la classe politique (l'abstention aurait cependant été préférable), puisqu'au référendum du 29 mai 2005 sur le projet de constitution européenne, les Français (toujours des veaux ?) ont répondu « non » à 54,87 %, alors que les trois plus grands partis (UMP, UDF, PS) avaient officiellement fait campagne pour le « oui ». Bref un citoyen, hier réduit au statut d'électeur, d'administré et de consommateur du politique, et aujourd'hui de moins en moins convaincu de la capacité du vote à changer les choses. « Si les élections pouvaient changer la vie, il y a longtemps qu'on les aurait supprimées ».

Concernant, par ailleurs, l'accusation portée à l'encontre des abstentionnistes de « faire le jeu de l'extrême-droite », il convient de rétablir une vérité historique. C'est bien la gauche institutionnelle qui a modifié le scrutin de 1986 pour tenter de conserver la majorité, permettant au F.N., grâce à la proportionnelle, de siéger à l'Assemblée nationale. Faut-il rappeler les propos de M. Bérégoz, du P.S. : « On a tout intérêt à pousser le F.N. Il rend la droite inéligible. Plus il sera fort, plus on sera imbattables. C'est la chance historique des socialistes » !? Idem pour la droite : Le Pen n'a même plus besoin de se présenter, Sarkozy applique son programme : la sous-traitance est une affaire qui tourne ! Appartiendrait-il à une cohorte de malfrats, responsables du massacre de la planète, et donc des conditions de vie terribles infligées aux générations futures, de donner des leçons de civisme ? Et à ce propos, pourquoi le système « démocratique » n'offre-t-il aux

abstentionnistes - le premier parti de France - aucune possibilité d'expression ? Seuls sont choyés (avec des préférences, bien entendu - mieux vaut quand même Sarkozy qu'Arlette !) ceux qui acceptent de participer au jeu électoral : ils entretiennent tous les mêmes illusions.

UNE COQUILLE VIDE

Alors que les instances élues par la population sont peu à peu dépouillées de leurs compétences, le vrai pouvoir, lui, économique et financier, échappe aux procédures « démocratiques ». Les détenteurs de pouvoirs réels ne sont plus ceux qui disposent d'une légitimité « démocratique ». C'est-à-dire que des individus qui n'ont aucune responsabilité devant les citoyens procèdent à des choix de société fondamentaux ! L'Europe, à l'opposé de ce qu'elle proclame, est l'affaire des diplomates, et surtout des experts, nullement des citoyens. Une sorte de totalitarisme tranquille. Herbert Marcuse écrivait : « Le fait de pouvoir élire librement des maîtres ne supprime ni les maîtres ni les esclaves ». Chantal Mouffe, pour sa part, affirmait : « En elles-mêmes et par elles-mêmes, les élections ne sont pas une garantie de démocratie si elles ne doivent être que des mécanismes à légitimer des gouvernements qui, une fois élus, ne sont pas responsables face aux besoins des citoyens. »

François Partant écrivait, dans « Que la crise s'aggrave » : « L'électeur entérine les choix de l'Etat mais les représentants du peuple ne représentent en réalité que le pouvoir lui-même. Avec tous les rouages d'une démocratie « légale », formelle, la France est revenue à un système de gouvernement aristocratique ». Naomi Klein, dans « Journal d'une combattante », écrivait : « Lorsqu'il est question des liens entre la mondialisation et la démocratie, nous devons nous demander si les citoyens qui ont gagné le droit d'aller aux urnes tous les quatre ou cinq ans estiment que les résultats du scrutin importent vraiment ». Même un auteur aussi bien-pensant que Jacques Maritain reconnaissait que « la tragédie des démocraties modernes, c'est qu'elles n'ont pas réussi à réaliser la démocratie ». Et un fin connaisseur de la politique américaine, Thomas Ferguson, affirmait : « Le système politique américain n'est pas principalement déterminé par les suffrages. L'opinion n'exerce qu'une influence faible et heurtée sur les choix publics. Le système politique est principalement orienté par les investisseurs, et il réclame d'énormes quantités d'argent ». Il serait facile d'allonger la liste. Celui qui paie décide ! Dommage pour les pauvres.

Le réformisme, par son rôle intégrateur et pacificateur, permet de maintenir le système. Présentant l'Etat comme un arbitre neutre, producteur de social, redistributeur de richesses, voire même progressiste, le parlementarisme, dans le cadre du système capitaliste, ne peut servir que la puissance des nantis. Il constitue une pièce maîtresse de ce système en lui fournissant la caution démocratique dont il a besoin.

Quant aux prétendues nouvelles formes de participation institutionnalisée, posant les principes de consultation, d'information et de concertation avec les habitants (loi d'orientation sur la ville de 1991, loi sur l'administration territoriale de 1992, loi Barnier de 1995, loi Voynet de 1999, loi Vaillant de 2002, révision constitutionnelle de 2003), censées favoriser l'implication civique des citoyens, voici ce qu'écrivit Michel Koebel, sociologue, maître de conférences à l'université de Reims, dans « Le pouvoir local ou la démocratie improbable » : « La décentralisation et l'enracinement local des hommes politiques devaient permettre de réduire la distance entre les élus et les citoyens. Or, depuis trente ans, le recrutement du personnel politique local et sa professionnalisation accrue éloignent toujours davantage les élus de ceux qu'ils sont censés représenter. Certains tentent d'y remédier en inventant de nouvelles formes de démocratie (« locale », « directe », « participative ») : dans la plupart des cas, elles ne font que reproduire les schémas existants. La procédure légale de référendum local est si verrouillée que son utilisation reste rarissime. Au sein des organes de décision, les oppositions sont vouées à l'impuissance tant les majorités dominent et contrôlent les délibérations. Quant aux conseillers majoritaires eux-mêmes, ils voient leurs propositions réduites à la portion congrue par le quarteron de ceux qui

détiennent le pouvoir de décision. Comment, dans ces conditions, assurer une plus juste représentation des citoyens ? »

LA DECROISSANCE PAR LES URNES ?

La décroissance est un concept qui démontre, par la notion d'empreinte écologique, que la croissance économique nous conduit dans une impasse puisque nous dépensons plus que ce que la nature peut nous fournir. Une croissance illimitée ne saurait se maintenir sur une planète dont les ressources sont, elles, limitées. Une décroissance matérielle, c'est-à-dire une réduction du cycle production-consommation, est donc une nécessité absolue.

C'est dans ce contexte qu'est créé un Parti de la décroissance dont la finalité devait être la présentation de candidats lors des élections présidentielles et législatives de 2007, s'inspirant du modèle de la candidature de René Dumont en 1974, qui avait permis « une prise de conscience collective des limites et des dangers du productivisme ». Il semblerait que lesdits candidats ne se bousculent pas au portillon.

Il est pour le moins étrange de prendre pour référence une élection qui n'a visiblement pas atteint son but puisque, trente ans plus tard, la « prise de conscience collective » débouche sur l'amnésie, l'apathie et la myopie généralisées. La supercherie est trop grosse : il s'agit, pour quelques gourous (Vincent Cheynet, Bruno Clémentin, Paul Ariès et quelques autres), sous couvert d'obtenir une tribune et de « rouvrir le débat politique », de satisfaire des « ego » en pleine croissance. Notons, d'une part, que R. Dumont, ancien titulaire de la chaire d'agriculture comparée de l'Institut agronomique de Paris, possédait une autre envergure que nos médiatiques despotes éclairés et que, d'autre part, s'il s'agit d'être présents pour brosser un tableau du drame écologique, des revues, des sites, des associations réalisent beaucoup plus efficacement cette tâche.

L'essentiel, en l'occurrence, n'est pas de transformer la société, mais d'entreprendre une carrière politique. Car ce que promet le Parti de la décroissance est une décroissance « soutenable ». Mais soutenable pour qui ? Pour le système capitaliste, bien entendu. Écoutons plutôt : « ...c'est-à-dire qu'elle ne devra pas provoquer de crise sociale remettant en cause la démocratie et l'humanisme ». Nous y voilà : il est hors de question d'attenter à la démocratie représentative, pilier essentiel du capitalisme ! Et plus loin : « S'organiser collectivement pour que la diminution de production de biens ne mène pas à la barbarie ». Ce qui sous-entend que toute révolution ne peut conduire qu'à la barbarie, alors que, d'une part, c'est l'oppression, souvent barbare, qui engendre la révolution, et que d'autre part, avec les conflits qui se profilent pour l'accès à des ressources de plus en plus rares, cette barbarie est précisément la direction que nous impose le capitalisme.

Notons l'hypocrisie des auteurs puisqu'ils jouent allègrement sur deux tableaux. D'une part, la « crise sociale » se trouve clairement rejetée (rassurer contre la peur de l'inconnu - la continuité, c'est l'héritage des structures sociales). On croit donc comprendre que la voie préconisée est la continuité : « Une économie de marché contrôlée par le politique et le consommateur ». Un capitalisme à visage humain ! D'autre part, dans le même torchon, les auteurs insistent lourdement sur une discontinuité (fournir un signal fort à ceux qui espèrent du changement) : « nécessité de rompre avec le productivisme et l'économisme dominants », « ce mot d'ordre de décroissance équitable est déjà porteur de ruptures », « nous voulons introduire une véritable rupture face à l'aveuglement des politiques traditionnelles de droite ou de gauche. » Vous avez bien compris : en aucun cas, il ne s'agit de rompre avec le capitalisme. Mais l'amalgame, le mélange des genres, la confusion, la culture du malentendu sont le propre des imposteurs et des charlatans.

L'ambiguïté savamment entretenue entre rupture et continuité se trouve levée lorsqu'on lit, dans la même prose : « Pour entrer dans la décroissance soutenable, la priorité est donc de s'engager à l'échelle individuelle dans la simplicité volontaire. C'est en changeant nous-mêmes que nous transformerons le monde »!! Le flambeau judéo-chrétien refait surface : il s'agit, comme pour les tenants du développement durable, de

culpabiliser l'individu dans son comportement quotidien pour éviter d'aborder les problèmes sur le plan politique, au vrai sens du terme. Comme si la frugalité des pauvres allait interdire le luxe scandaleux des riches. Comme si rouler à vélo allait empêcher les pouvoirs publics de construire des aéroports internationaux.

Pour nos donneurs de leçons, « nous devons transformer la société de l'intérieur », « un élu (...) gère tout autant des équilibres sociaux et avance des propositions pour les discuter dans des assemblées ». « La décroissance pourrait très bien entrer dans le champ politique en apportant seulement des interrogations qui ne sont pas prises en compte par la société, comme celle des limites naturelles », « dans cette optique, la décroissance est un moyen de réinjecter du débat dans un monde qui le refuse ». Et pour clore sublimement : « Pour la décroissance, le rôle de l'Etat est essentiel ». Ce que conteste, par exemple, Patrick Mignard - qui ne s'affiche pourtant pas comme un farouche révolutionnaire - dans « L'Anti-Sisyphé » : « L'Etat n'est certainement pas cette entité neutre et rationnelle qui oeuvrerait pour le bien de toutes et de tous. La notion d'Etat est liée à celle de garantie de la cohérence et de la survie du système d'économie marchande ».

Par quelle mutation soudaine, en effet, l'Etat, aujourd'hui otage de la finance internationale, pourrait-il imposer au capitalisme d'accomplir le contraire de ce pourquoi il est conçu, c'est-à-dire l'accumulation ? Nos fanfarons espéreraient-ils, ayant allumé le gaz sous une casserole d'eau, obtenir des glaçons ? La fonction du gaz est de fournir des calories, comme celle du capital est de concentrer l'argent, quelles que soient les compétences et l'identité des opérateurs.

S'en remettre à l'Etat-nation pour déstabiliser le capitalisme est plus qu'une illusion dangereuse, une lâcheté. Celle d'individus un tantinet paranos, plus soucieux d'idolâtrer les institutions et d'occuper la scène médiatique que de s'impliquer dans les luttes sociales. Il faut savoir que lors des émeutes dans les banlieues en novembre 2005, le parti pour la décroissance avait fait paraître un communiqué dans lequel on pouvait lire : « Par ailleurs, nous ne pouvons que constater la totale irresponsabilité de tous les représentants politiques qui appellent à la démission du ministre de l'Intérieur au plus fort de la crise. Le temps viendra de chercher les responsabilités, mais la priorité est aujourd'hui à l'arrêt de la violence et à la restauration de la sécurité publique, ce qui ne peut pas se faire en délégitimant l'autorité ». Les décroissants au secours de l'ordre bourgeois !

Stigmatisant également leur brillante absence du mouvement anti-CPE, voici ce qu'écrit Bertrand Louart² : « Ces objecteurs de croissance, si distraits selon M. Ariès lors des mouvements sociaux, ont donc au contraire montré les limites très étroites de leur humanisme. Pleins de respect pour l'Homme, avec un grand H, c'est-à-dire une abstraction et un absolu qui n'existe nulle part, ils traitent durement et avec mépris les hommes, les êtres humains concrets et réels qu'ils ont autour d'eux. La bouche pleine de majuscules, lorsqu'ils parlent de République, de Démocratie, de Liberté, Egalité..., ils sont en réalité, comme n'importe quels politiciens, des roquets qui en appellent à l'Ordre, à l'Autorité et à la Loi au premier mouvement social, usent de l'amalgame, de la calomnie et de manipulations pour tenter d'étouffer la moindre contestation de leurs pauvres idées ».

Faudrait-il croire qu'une société qui a engendré à la fois un désastre écologique et une régression sociale va subitement offrir des perspectives exaltantes ? Faudrait-il croire qu'on va traiter les problèmes en conservant les mêmes institutions politiques, le même système économique, la même organisation sociale, les mêmes circuits commerciaux ? Faudrait-il croire que l'on puisse résoudre une crise de civilisation par des remaniements ministériels, des textes législatifs ou des mesures fiscales, et que le capitalisme va produire le contraire de ce pourquoi il est conçu, avant de se dissoudre ? Faudrait-il croire que les bouleversements climatiques (l'année 2005 est la plus chaude jamais enregistrée - une nouvelle coïncidence !!) puissent être endigués par quelque inflexion des discours politiques ? Faudrait-il croire, par exemple, que la récente victoire démocrate aux élections américaines va, comme le laissent entendre certains, atténuer le réchauffement de la planète sous prétexte que le grand perdant, Bush, s'est toujours obstiné contre le protocole de Kyoto ?

² Site internet, septembre 2006 http://netmc.9online.fr/DocComp/Doc07_03.html

Faudrait-il croire, peut-être même, que l'immigration choisie soit en mesure d'arrêter la pollution aux frontières ? Car le problème se situe bien à ce niveau : quand on n'a pas le courage de choisir le langage de la vérité (non pas révélée mais historique), la voie révolutionnaire, il ne reste plus que la langue de bois, la confusion, l'option réformiste, avec son cortège de compromis, de reniements, de trahisons.

C'est parce que la notion de décroissance dérange sérieusement des certitudes intellectuelles, des plans de carrières, des intérêts commerciaux qu'elle suscite autant de haine, d'insultes, de calomnies. Qu'on en juge plutôt à travers ces quelques exemples où perce la mauvaise foi la plus sidérante.

★ Pierre-Antoine Delhommais, dans une chronique du « Monde » : « Il faut prendre la doctrine de la décroissance pour ce qu'elle est (...). Une lubie de gosses de riches parfaitement égoïstes. Mais cela va généralement ensemble. »

★ Eric Le Boucher, également dans une chronique du même torchon : « Les doux militants de la décroissance (...), ces militants, de moins en moins doux d'ailleurs, de plus en plus autoritaires en fait, butteront toujours sur ce fait dérangeant : la première cause de la persistance des inégalités est l'absence de croissance ». Question au crétin précité : pourquoi les inégalités n'ont-elles jamais été aussi fortes qu'aujourd'hui... après un demi-siècle de croissance unique dans l'histoire de l'humanité ?

★ Claude Allègre - ce grand pourfendeur de mammoth, qui s'était déjà illustré dans le dossier de l'amiante - dans une tribune de l'« Express » : « Aux objecteurs de croissance, toute limitation de la croissance se fait au détriment des pauvres ! C'est une vision de riches ! »... Voir la remarque adressée au crétin précédent.

LE CAPITALISME OU L'IMPASSE SUICIDAIRE

Le problème posé est en définitive très simple : le capitalisme condamne l'espèce humaine; la démocratie représentative est indispensable à son fonctionnement; donc les élections organisées dans ce cadre ne peuvent résoudre le problème. Comment sortir du capitalisme sans sortir aussi du parlementarisme ? Nous ne ferons pas l'économie d'une révolution sociale !

Pourquoi le capitalisme ne peut-il mettre en oeuvre une décroissance ? (sauf à massacrer des dizaines de millions de pauvres pour réduire l'empreinte écologique - mais serait-on encore dans le cadre de l'« humanisme » ?) Parce que sa fonction consiste à accumuler, à concentrer le capital, il ne peut partager; il crée donc de la pauvreté. Il s'expose, par conséquent, à la révolte des exclus, des marginalisés. Pour éviter ce risque, il est donc contraint de continuer à créer des « richesses », c'est-à-dire à poursuivre une croissance économique illimitée. Or celle-ci n'est plus possible ! C'est un économiste, et qui plus est libéral, qui en faisait la démonstration dans les années 1970 : Robert Heilbroner !

C'est aussi ce que soutient Camille Madelain : « Qu'est-ce que la décroissance par rapport au capitalisme ? Le capitalisme se définit par la croissance - l'accumulation illimitée du capital. Donc la décroissance est forcément une critique anticapitaliste. Une pratique décroissante ne peut pas viser l'accumulation. En cela, l'idée de décroissance semble irré récupérable par l'esprit du capitalisme - contrairement au développement durable par exemple, développement pouvant être synonyme de croissance. » Peut-on être plus clair ?

Le fonctionnement même du système capitaliste conduit les élus, pour attirer les entreprises et les ressources sur leurs territoires, à privilégier des politiques de court terme aux dépens des investissements de moyen et long terme. Les mandats politiques se jouent aussi sur le court terme. Or la problématique écologique ne peut se situer que sur le long terme. Donc la coalition entre l'Etat et le capital ne peut absolument pas prendre en compte la gestion des ressources naturelles et l'équilibre des écosystèmes. Et lorsque les lois de l'économie entrent en contradiction avec celles de la biologie, lesquelles faut-il modifier ? Par ailleurs, la concentration du capital a pour corollaire la privatisation de l'environnement, c'est-à-dire la certitude de graves destructions.

D'ailleurs, que l'on ne s'y trompe pas, si nos élites internationales semblent se mobiliser, ce n'est pas parce que l'avenir nous promet des centaines de millions de réfugiés climatiques, de victimes silencieuses, c'est parce qu'un récent rapport de 600 pages du gouvernement britannique rédigé par Nick Stern, ancien numéro trois de la Banque mondiale, annonce une facture du réchauffement de 5500 milliards d'euros, soit environ 850 euros par être humain. Ce qu'il s'agit de sauver, ce n'est pas prioritairement la planète, c'est un modèle de développement pourtant d'ores et déjà condamné, une logique financière responsable du désastre, un système économique qui épuise la biosphère et engendre la misère, une cynique marchandisation du vivant, des marchés financiers qui vont trouver là « une grande occasion de développer de nombreux échanges et instruments » : Le marché des droits à polluer comme solution indépassable !

PRENDRE NOTRE AVENIR EN MAIN

Aucun gouvernement national ne peut, aujourd'hui, appliquer une politique autre que libérale, quels que soient les résultats des scrutins ! Voter c'est abdiquer, c'est déléguer son pouvoir, c'est abandonner sa souveraineté individuelle, c'est fuir ses responsabilités. Un humoriste connu disait : « Quand je vois un type arriver dans un isolement, j'ai l'impression de voir un crocodile entrer dans une maroquinerie » (ce qui ne l'a pas empêché d'envisager sa candidature à une présidentielle !) La mascarade électorale ne conduit qu'à la domestication des classes laborieuses, c'est-à-dire dangereuses. Sans égalité économique, l'égalité politique n'est qu'une mystification. Contre l'illusion réformiste qui laisse croire qu'il serait possible de changer « graduellement » les bases inégalitaires d'une société fortement hiérarchisée (mais alors pourquoi ce processus n'est-il pas encore amorcé ?), la seule réponse est le choix de la rupture. Il faut donc tordre le cou aux inepties colportées : le discours sur le consensus, la fin des idéologies, le déclin de la classe ouvrière, l'horizon indépassable du capitalisme, et de la démocratie bourgeoise qui l'accompagne.

Pour y parvenir, le chemin sera encore long et exigeant : sens critique, courage, audace, dévouement, esprit de révolte, capacité organisationnelle - un abstentionnisme actif, dynamique. C'est en créant des rapports de force, en multipliant les contre-pouvoirs, les alternatives concrètes, les formes de désobéissance collective, les grèves, les occupations, les blocages de l'économie, que l'on parviendra à construire une autre société. Et donc en s'appuyant sur toute la population - c'est-à-dire en évitant, pour les militants, tout risque de « sectarisme », d'enfermement dans une pensée réticente à intégrer l'évolution de la société, dans un vocabulaire confidentiel réservé aux initiés. Non pas « prendre » les gens où on a envie qu'ils soient pour les conduire où on souhaite qu'ils aillent, mais les « prendre » où ils sont réellement pour leur permettre de se diriger où ils sont capables d'aller. Le défi majeur étant de réaliser cette tâche sans tarder parce que les échéances écologiques se rapprochent dangereusement. On ne pourra partager les ressources que pour autant qu'il en restera.

Jean-Pierre Tertrais, Décembre 2006



QUAND LA GAUCHE ESSAYAIT...

1945 : la gauche met au pas la classe ouvrière « La grève, c'est l'arme des trusts. », dira Maurice Thorez. 1947-1950 : la gauche réprime violemment le mouvement ouvrier, sous la férule de Jules Moch, créateur socialiste des CRS (2 000 licenciements punitifs dans les mines en 1948). 1956 : la gauche envoie le contingent « pacifier » l'Algérie. Puis, curieusement, le peuple cesse d'élire la gauche jusqu'en 1981. Date à laquelle l'œuvre de « progrès » reprend : casse de la sidérurgie, des charbonnages, des régions entières sinistrées, chômage de masse, bref, gestion de la crise du capitalisme aux dépens de la classe prolétaire. C'est l'époque aussi des Bernard Tapie et autres golden boys affairistes et rentiers, de l'explosion des profits boursiers et immobiliers. Depuis, on ne peut plus vraiment parler de gauche au pouvoir : sa tâche historique accomplie, l'éradication de la classe ouvrière comme force collective, la gauche n'est plus qu'une droite light, identique de plus en plus dans le contenu comme dans l'emballage.

On célèbre ces temps-ci deux anniversaires. Celui de la Charte d'Amiens (1906) et celui du Front populaire. Le congrès syndical d'Amiens posa clairement comme principe l'autonomie du mouvement ouvrier et son autosuffisance. Il lui donna comme tâche non seulement d'améliorer les conditions de vie immédiates des travailleurs, mais aussi de transformer radicalement le monde, d'en finir avec la condition ouvrière, avec le salariat et le patronat. Ce programme, il entend le mener à bien grâce aux seules organisations de classe du prolétariat.¹

Quel recul en trente années ! Le Front populaire de 1936, qui reçoit une adhésion massive des travailleurs, est une coalition électorale regroupant des staliniens pur sucre, des socialistes bon teint et des «radicaux», centristes mous. C'est entre les mains de ces politiciens interlopes que se remet, tout entier, le mouvement ouvrier. Les vraies améliorations immédiates obtenues ne le sont que grâce à l'action directe, les longues occupations d'usine, et la grève générale mises en œuvres par les travailleurs eux-mêmes contre la volonté du gouvernement de gauche de Léon Blum. Le reste : le lâchage indigne des républicains espagnols, la fusillade de Clichy²

Et, un siècle après Amiens, la dégringolade a continué jusqu'à la fange actuelle : la classe ouvrière n'existe plus sur le champ parlementaire, plus personne ne désire même la représenter. Elle a tout bonnement disparu - en tant que classe - de la scène politique. Ce dont nous nous réjouissons si c'était pour s'imposer dans la lutte économique et révolutionnaire, mais ce n'est, hélas, pas le cas.

La faute à qui ? Aux politiciens qui, d'illusions en désillusions, de tromperie en coups de poignards dans le dos, l'ont conduite à l'apathie et la résignation. Bien sûr. Mais ils n'auraient pas si bien accompli leur œuvre corruptrice, si la masse même des travailleurs n'avait pas consenti ou même approuvé. La tentation de la voie facile, du raccourci magique qui épargnera la besogne, et, pour tout dire, le désir frileux que rien ne change, la résignation à rester humble - mais digne ! -, la révérence envers l'ordre établi, l'égoïsme cynique, tout

¹ Cf. l'ouvrage récent "Plus de 100 ans après la Charte d'Amiens, quelle place des anarchistes dans le monde du travail?". Possibilité de commande en fin d'ouvrage.

² En mars 1937, la police du Front populaire tire sur une manifestation ouvrière antifasciste. On relèvera 300 blessés, on enterrera cinq morts.

cela existe dans la classe ouvrière autant que le désir de transformation sociale. Mais ce conservatisme, dont la politique électorale est l'expression, n'aboutit qu'à une chose : maintenir en place un système dont nous sommes les soutiers.

On pourrait multiplier les exemples de « trahison » - les unes graves, les autres impardonnables - dont se rendent, et se rendront encore, systématiquement coupables tous les politiciens qui ont prétendu ou prétendent parler en notre nom et agir à notre place. On pourrait étaler en un tapis gigantesque les griefs du peuple contre « ses » dirigeants. On pourrait faire une liste interminable des comptes qui se régleront un jour. Pour l'heure, une seule conclusion importe : il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de représentation réelle des intérêts des travailleurs dans les institutions de la république capitaliste.

Nous, les anarchistes, nous ne rejetons pas la politique républicaine seulement pour ce qu'elle représente de compromission avec un système qui est notre ennemi. Nous le faisons parce que nous savons, à la fois par l'expérience et par la théorie, que toute participation - minime comme l'inutile insertion d'un bulletin de vote dans une urne, ou plus grave comme d'encourager à voter pour l'un ou l'autre, ou, bien pis, pour nous-mêmes -, nous savons que toute participation donc, encourage la classe ouvrière dans son actuelle résignation.

Nous voulons reconstruire un mouvement ouvrier capable non seulement de gagner des améliorations immédiates, mais porteur aussi de la rupture avec la condition ouvrière, avec le salariat. Un tel mouvement, annonciateur et artisan du futur libre de l'humanité, ne pourra être qu'extraparlémentaire, dégagé des combines ignobles des politiciens. Il deviendrait sans cela bientôt une machine à fabriquer des arrivistes, ce que sont tous les partis politiques. Refusons-leur notre aide, refusons de voter pour eux, qu'ils nous épargnent leurs très douteux services et aillent porter ailleurs leur gros appétit. Nous créerons, pour nous-mêmes, les outils de notre liberté.

Isaac Pierre - Ivry-sur-Seine - octobre 2006



Affiche de Jules Granjouan

CHOSSES VUES

Jeudi 18 mars 2004, Monde Libertaire N° 1351

« Venez, entrez, mesdames et messieurs, venez voir la nouvelle représentation du cirque électoral. » Toujours le même spectacle, même si l'affiche change, comme à chaque fois. Discours, promesses, serrages de mains, cirages de pompes, candidats qui bercent d'illusions. C'est pour ça que ces élections se font sans enthousiasme. Le taux d'abstention est annoncé comme important. « Le spectre de l'abstention » (dixit le Monde) hante les politiciens, surtout de gauche.

On pourrait pourtant dire que le canton ou la région, c'est encore la proximité, et que des décisions sont prises au niveau de la région ou du département, mais on sait bien que ces élections ne confortent que quelques notables et que, de toute façon, ce seront l'état, les patrons ou l'Europe qui auront le dernier mot, alors...

Il y a aussi ce ras-le-bol en même temps qu'une désertion qui se sont installés. Des gens dégoûtés qui se replient sur eux-mêmes.

Enfin, il y a les candidats qui n'y croient même pas, même si l'attrait du pouvoir en titille quelques-uns. La droite sait que sa gestion des affaires est calamiteuse et risque d'être sanctionnée ; la gauche est moribonde, divisée et pas crédible ; reste le FN qui parade et l'extrême-gauche qui se sent portée par une vague et qui semble y croire.

Ce dimanche matin, sur le marché populaire d'une ville de la banlieue rouennaise, ils sont venus, ils sont tous là. Entre la crémière et le marchand de fruits et primeurs, tous sont venus pour cet exercice obligé de « contact avec la population ». Toute la palette politique est représentée (sauf le FN, qui ne vient jamais ici) avec force tracts, badges, affiches, journaux et militants.

J'évite les militants UMP et UDF, sans intérêt. Le député PS est venu serrer des mains pour soutenir la candidate de son parti. Les militants du PC semblent décatis, peut-être nostalgiques d'une époque lointaine où ils caracolaient en tête de la gauche dans la région. Les Verts ne vont pas beaucoup mieux, quelques parachutages parisiens ont créé des dissensions.

Restent les sectes trotskistes qui occupent le pavé. D'abord les minuscules qui veulent quand même avoir voix au chapitre et qui appellent à voter le plus à gauche ou à bien lire les professions de foi avant de voter. Le PT, lui, appelle à ne pas voter pour les élections régionales, mais présente des candidats aux cantonales (peut-être n'a-t-il plus les moyens financiers ou militants pour être sur les deux fronts). Quant aux militants LO et LCR, ils sont omniprésents, comme s'ils avaient beaucoup à gagner (ces partis d'extrême-gauche pensent que les acquis des scrutins prochains permettront de monnayer quelques places lors des élections de 2007). Pathétique pourtant de les voir avaler tant de couleuvres pour tenter de devenir ce « parti » qu'ils appellent de tous leurs vœux et qui devrait prendre la place du PC.

Dans les allées du marché, des portraits d'Arlette et du postier sont plantés, histoire de bien enfoncer le clou, des fois que les passants n'aient pas bien compris. Un militant de LO appelle à voter pour sa liste pour « sanctionner la politique du gouvernement au service du Medef ! » ; pourtant il sait bien que, si sa liste obtient

des strapontins, ils ne pourront rien faire, pire, ils ne feront que conforter le système. Et s'il s'agit juste d'un « vote sanction », « contre les licenciements et la misère », la portée est plus que limitée.

Ses copains ou copines cherchent et provoquent la discussion parce que c'est leur boulot, qu'ils sont là pour ça et que, s'ils veulent amener avec eux le « vote ouvrier », ils doivent convaincre et, là, c'est pas gagné. En témoignent ces phrases entendues :

« Dans ma boîte, les militants de vos partis se sont mis en vacances de syndicat pour se consacrer aux élections, comme quoi ils sont comme les autres : ils privilégient la lutte pour le pouvoir à la lutte des classes. »

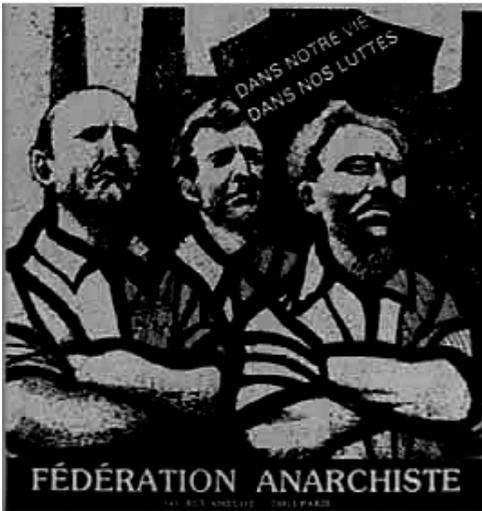
« Plutôt que de voter, même pour vous, les ouvriers feraient mieux de se bouger le cul » ; enfin, il y a un type qui dit :

« Les chômeurs se foutent de la politique. On est trop occupé à essayer de vivre et à boucler le mois. Notre souci, ce n'est plus "pour qui je vais voter ?", mais "comment je vais manger ?" » Là, ça fait mal, et le militant LCR a beau lui sortir quelques slogans, ça ne marche pas.

Je quitte le marché. Aujourd'hui, les copains de la FA ne sont pas venus sur ce marché. Mais est-ce utile de faire campagne pour l'abstention ? Les gens ont compris que les élections ne changeaient pas la vie, qu'elles ne donnaient lieu qu'à des illusions. Reste qu'il faudrait, dans le même temps, qu'ils s'auto-organisent et luttent, mais c'est une autre histoire. Et c'est pour cette histoire-là que militent les anarchistes.

Jean-Pierre Levaray

QUE PERSONNE NE DECIDE A NOTRE PLACE



Les élections ne changeront
rien, ne comptent que
sur nous mêmes.



SUPPLIQUE A UN ELECTEUR

...s'il en reste parmi les lecteurs du « Monde libertaire »

Jeudi 4 mars 2004, Monde Libertaire N° 1349

Ils sont allés au cinéma
Voir *La Symphonie pathétique*
On dit qu'ils n'ont pas aimé ça...
(Léo Ferré, *Ils ont voté*¹)

Tout petit déjà, j'étais très intéressé par les spectacles offerts par les grandes personnes, sur divers théâtres où se jouent les comédies domestique, mondaine et sociale. Réunion de famille et banquet de village, vente aux enchères et foire aux bestiaux, messe dominicale et meeting politique : toutes exhibitions où les rôles sont convenus, où cependant parfois l'improvisation est loisible. C'est dire combien me passionnaient les joutes électorales, et je me souviens avoir entraîné quelques luronnes et galopins de mon âge à la mairie les soirs de dépouillement (la mairie nous était bien familière puisqu'elle jouxtait l'école et qu'on y accédait par la cour de récré). Premiers rudiments d'éducation civique, exercices d'observation et travaux pratiques, que les maîtres fouettards ne nous prodiguaient guère.

C'est de cette époque, sans aucun doute, que datent ces deux sentiments : ma faim d'être un citoyen, ma répugnance à être un électeur. J'en suis encore là bien des lustres plus tard, après avoir tenté de m'infuser les théoriciens de l'anarchie, auxquels je préfère toujours Brassens et Ferré.

C'est pourquoi je doute que l'essai de démonstration qui suit soit bien conforme à l'orthodoxie libertaire, dans la totalité du dogme. Je vais toujours à la mairie les soirs de dépouillement, j'observe toujours attentivement les candidats et les élus ; je n'ai jamais voté, et c'est l'aspect premier de mon sens du civisme.

On entend toujours ça, à l'approche d'une occurrence électorale : inscris-toi, va voter, faute de quoi tu ne seras pas fondé à critiquer. C'est tout le contraire, à mon avis. Voter, c'est participer. Certes. À quoi ? À un jeu. Quand tu joues, tu acceptes les règles du jeu. Quand tu votes, le code électoral s'impose à toi, comme les règles du scrabble et les règlements de la Française des jeux.

Tu mets ton bulletin dans l'urne, tu fais valider ton ticket de loto : même topo. Tu as misé : tu as validé le mode d'emploi. Il est assez compliqué, ce mode, et fort variable selon l'époque ou la nature du scrutin. Il est souvent changeant, et on ne t'a pas consulté pour sa rédaction. Il est rédigé par qui espère ramasser ta mise. Ton suffrage est universel, mais peut être indirect. Il est souvent « majoritaire uninominal à deux tours » (c'est complexe mais c'est très courant), jamais proportionnel intégral (ce serait pourtant le plus conforme à la logique et à l'équité), parfois majoritaire avec dose proportionnelle (où la variété des dosages est infinie).

¹ *La Mauvaise Graine*, Livre de poche n° 9626.

En électeur responsable, tu as bien compris tout ça. Tu as peut-être aussi été baluchonné selon un redécoupage de ton canton, de ta circonscription, de ta région. Par exemple, j'ai cru comprendre que tu voterai, aux prochaines européennes, dans le cadre d'une « grande région » : nouveauté évidemment destinée à éliminer du Parlement européen les scories des genres Le Pen, de Villiers, Krivine et Laguiller.

Si tu as bien compris que les règles du jeu sont intégralement truquées, définies en fonction du résultat espéré par leurs auteurs, tu n'accepteras pas de jouer dans ces conditions. Faute de quoi, mon pauvre ami, tu as déjà perdu. En premier lieu, tu as perdu le droit de la ramener si ton candidat préféré a ramassé une gamelle. Parfois (c'est un aspect de mon ludisme, une faiblesse certes), je mise au PMU. En toute connaissance des règles. Sur la ligne d'arrivée, si mon cheval s'est ramassé, j'ai perdu mon pognon, et c'est tout. Inutile de discuter. Libre à moi de rejouer demain ou de foutre le feu au « point-courses » (l'une et l'autre option ne sont pas anodines).

Il est beaucoup moins anodin de participer à un scrutin que de miser sur un bourrin. Le principe est le même, l'enjeu est moins léger. Si tu as voté pour Jospin au second tour de 1995, tu as élu Chirac. Ton seul recours était de remettre ça sept ans plus tard, et je n'aurais pas aimé être à ta place au second tour de 2002...

Voilà de quoi j'aimerais t'avoir convaincu : un gagnant turfiste ramasse une partie des mises de tous ceux qui ont perdu ; un élu est élu par tous ceux qui ont voté. Est-ce assez clair ? Tu as gagné : tu jubiles en passant à la caisse. Tu as perdu : tu mets ton ticket à la poubelle. Si tu n'es pas encore convaincu, et s'il te reste un peu de braise, tu rachèteras Paris Turf ou « Mon programme pour la France ». Si tu m'as bien suivi, tu ne voterai plus.

François Barillet



LA GREVE DES ELECTEURS

Une chose m'étonne prodigieusement - j'oserais dire qu'elle me stupéfie - c'est qu'à l'heure scientifique où j'écris, après les innombrables expériences, après les scandales journaliers, il puisse exister encore dans notre chère France (comme ils disent à la Commission du budget) un électeur, un seul électeur, cet animal irrationnel, inorganique, hallucinant, qui consente à se déranger de ses affaires, de ses rêves ou de ses plaisirs, pour voter en faveur de quelqu'un ou de quelque chose. Quand on réfléchit un seul instant, ce surprenant phénomène n'est-il pas fait pour dérouter les philosophies les plus subtiles et confondre la raison ?

Où est-il le Balzac qui nous donnera la physiologie de l'électeur moderne ? Et le Charcot qui nous expliquera l'anatomie et les mentalités de cet incurable dément ?

Nous l'attendons. Je comprends qu'un escroc trouve toujours des actionnaires, la Censure des défenseurs, l'Opéra-Comique des dilettanti, le Constitutionnel des abonnés, M. Carnot des peintres qui célèbrent sa triomphale et rigide entrée dans une cité languedocienne ; je comprends M. Chantavoine s'obstinant à chercher des rimes ; je comprends tout. Mais qu'un député, ou un sénateur, ou un président de République, ou n'importe lequel, parmi tous les étranges farceurs qui réclament une fonction élective, quelle qu'elle soit, trouve un électeur, c'est-à-dire l'être irrévê, le martyr improbable, qui vous nourrit de son pain, vous vêt de sa laine, vous engraisse de sa chair, vous enrichit de son argent, avec la seule perspective de recevoir, en échange de ces prodigalités, des coups de trique sur la nuque, des coups de pied au derrière, quand ce n'est pas des coups de fusil dans la poitrine, en vérité, cela dépasse les notions déjà pas mal pessimistes que je m'étais faites jusqu'ici de la sottise humaine, en général, et de la sottise française en particulier, notre chère et immortelle sottise, ô chauvin !

Il est bien entendu que je parle ici de l'électeur averti, convaincu, de l'électeur théoricien, de celui qui s'imagine, le pauvre diable, faire acte de citoyen libre, étaler sa souveraineté, exprimer ses opinions, imposer - ô folie admirable et déconcertante - des programmes politiques et des revendications sociales ; et non point de l'électeur « qui la connaît » et qui s'en moque, de celui qui ne voit dans « les résultats de sa toute-puissance » qu'une rigolade à la charcuterie monarchiste, ou une ribote au vin républicain. Sa souveraineté à celui-là, c'est de se pocharder aux frais du suffrage universel. Il est dans le vrai, car cela seul lui importe, et il n'a cure du reste. Il sait ce qu'il fait. Mais les autres ?

Ah ! oui, les autres ! Les sérieux, les austères, les peuple souverain, ceux-là qui sentent une ivresse les gagner lorsqu'ils se regardent et se disent : « Je suis électeur ! Rien ne se fait que par moi. Je suis la base de la société moderne. Par ma volonté, Floquet fait des lois auxquelles sont astreints trente-six millions d'hommes, et Baudry d'Asson aussi et Pierre Alype également. » Comment y en a-t-il encore de cet acabit ? Comment, si entêtés, si orgueilleux, si paradoxaux qu'ils soient, n'ont-ils pas été, depuis longtemps, découragés et honteux de leur œuvre ? Comment peut-il arriver qu'il se rencontre quelque part, même dans le fond des landes perdues de la Bretagne, même dans les inaccessibles cavernes des Cévennes et des Pyrénées, un bonhomme assez stupide, assez déraisonnable, assez aveugle à ce qui se voit, assez sourd à ce qui se dit, pour voter bleu, blanc ou rouge, sans que rien l'y oblige, sans qu'on le paye ou sans qu'on le soûle ?

À quel sentiment baroque, à quelle mystérieuse suggestion peut bien obéir ce bipède pensant, doué d'une volonté, à ce qu'on prétend, et qui s'en va, fier de son droit, assuré qu'il accomplit un devoir, déposer dans une boîte électorale quelconque un quelconque bulletin, peu importe le nom qu'il ait écrit dessus ?... Qu'est-ce qu'il doit bien se dire, en dedans de soi, qui justifie ou seulement qui explique cet acte extravagant ? Qu'est-ce qu'il

espère ? Car enfin, pour consentir à se donner des maîtres avides qui le grugent et qui l'assomment, il faut qu'il se dise et qu'il espère quelque chose d'extraordinaire que nous ne soupçonnons pas. Il faut que, par de puissantes déviations cérébrales, les idées de député correspondent en lui à des idées de science, de justice, de dévouement, de travail et de probité ; il faut que dans les noms seuls de Barbe et de Baïhaut, non moins que dans ceux de Rouvier et de Wilson, il découvre une magie spéciale et qu'il voie, au travers d'un mirage, fleurir et s'épanouir dans Vergoin et dans Hubbard des promesses de bonheur futur et de soulagement immédiat. Et c'est cela qui est véritablement effrayant. Rien ne lui sert de leçon, ni les comédies les plus burlesques, ni les plus sinistres tragédies.

Voilà pourtant de longs siècles que le monde dure, que les sociétés se déroulent et se succèdent, pareilles les unes aux autres, qu'un fait unique domine toutes les histoires : la protection aux grands, l'écrasement aux petits. Il ne peut arriver à comprendre qu'il n'a qu'une raison d'être historique, c'est de payer pour un tas de choses dont il ne jouira jamais, et de mourir pour des combinaisons politiques qui ne le regardent point.

Que lui importe que ce soit Pierre ou Jean qui lui demande son argent et qui lui prenne la vie, puisqu'il est obligé de se dépouiller de l'un, et de donner l'autre ? Eh bien, non ! Entre ses voleurs et ses bourreaux, il a des préférences, et il vote pour les plus rapaces et les plus féroces. Il a voté hier, il votera demain, il votera toujours. Les moutons vont à l'abattoir. Ils ne se disent rien, eux, et ils n'espèrent rien. Mais du moins ils ne votent pas pour le boucher qui les tuera, et pour le bourgeois qui les mangera. Plus bête que les bêtes, plus moutonnier que les moutons, l'électeur nomme son boucher et choisit son bourgeois. Il a fait des Révolutions pour conquérir ce droit.

Ô bon électeur, inexprimable imbécile, pauvre hère, si, au lieu de se laisser prendre aux rengaines absurdes que te débitent, chaque matin, pour un sou, les journaux grands ou petits, bleus ou noirs, blancs ou rouges, et qui sont payés pour avoir ta peau ; si, au lieu de croire aux chimériques flatteries dont on caresse ta vanité, dont on entoure ta lamentable souveraineté en guenilles, si, au lieu de t'arrêter, éternel badaud, devant les lourdes duperies des programmes ; si tu lisais parfois, au coin de ton feu, Schopenhauer et Max Nordau, deux philosophes qui en savent long sur tes maîtres et sur toi, peut-être apprendrais-tu des choses étonnantes et utiles. Peut-être aussi, après les avoir lus, serais-tu moins empressé à revêtir ton air grave et ta belle redingote, à courir ensuite vers les urnes homicides où, quelque nom que tu mettes, tu mets d'avance le nom de ton plus mortel ennemi. Ils te diraient, en connaisseurs d'humanité, que la politique est un abominable mensonge, que tout y est à l'envers du bon sens, de la justice et du droit, et que tu n'as rien à y voir, toi dont le compte est réglé au grand livre des destinées humaines.

Rêve après cela, si tu veux, des paradis de lumières et de parfums, des fraternités impossibles, des bonheurs irréels. C'est bon de rêver, et cela calme la souffrance. Mais ne mêle jamais l'homme à ton rêve, car là où est l'homme, là est la douleur, la haine et le meurtre. Surtout, souviens-toi que l'homme qui sollicite tes suffrages est, de ce fait, un malhonnête homme, parce qu'en échange de la situation et de la fortune où tu le pousses, il te promet un tas de choses merveilleuses qu'il ne te donnera pas et qu'il n'est pas, d'ailleurs, en son pouvoir de te donner. L'homme que tu élèves ne représente ni ta misère, ni tes aspirations, ni rien de toi ; il ne représente que ses propres passions et ses propres intérêts, lesquels sont contraires aux tiens. Pour te reconforter et ranimer des espérances qui seraient vite déçues, ne va pas t'imaginer que le spectacle navrant auquel tu assistes aujourd'hui est particulier à une époque ou à un régime, et que cela passera. Toutes les époques se valent, et aussi tous les régimes, c'est-à-dire qu'ils ne valent rien. Donc, rentre chez toi, bonhomme, et fais la grève du suffrage universel. Tu n'as rien à perdre, je t'en réponds ; et cela pourra t'amuser quelque temps. Sur le seuil de ta porte, fermée aux quémandeurs d'aumônes politiques, tu regarderas défiler la bagarre, en fumant silencieusement ta pipe.

Et s'il existe, en un endroit ignoré, un honnête homme capable de te gouverner et de t'aimer, ne le regrette pas. Il serait trop jaloux de sa dignité pour se mêler à la lutte fangeuse des partis, trop fier pour tenir de toi un mandat que tu n'accordes jamais qu'à l'audace cynique, à l'insulte et au mensonge.

Je te l'ai dit, bonhomme, rentre chez toi et fais la grève.

Octave Mirbeau

Journaliste, romancier, dramaturge anarchiste

28 novembre 1888

TABLES

EN GUISE D'INTRODUCTION	3
HISTOIRE D'UNE USURPATION	3
LE DROIT DE VOTE OU LE PAIN ET LES JEUX DU CIRQUE	4
AGIR AU LIEU D'ELIRE	4
LES ABSTENTIONNISTES	5
ANARCHIE ET DEMOCRATIE	7
ELECTION : AUTO - ALIENATION.....	7
LA DEMOCRATIE DIRECTE A LA BASE DE LA COMMUNE FEDEREE EST D'UNE AUTRE NATURE	8
LE POUVOIR CONFISQUE	10
L'AUTOGESTION, UN ANTIDOTE AU PARLEMENTARISME.....	13
L'AUTOGESTION, COMMENT ?	13
L'AUTOGESTION, POURQUOI ?	14
FEDERALISME CONTRE DEMOCRATIE	15
TOUS LES DEFAUTS	15
DE L'AUTRE COTE	15
VERS LA LIBERTE.....	16
ALORS HEUREUX?	17
FALLAIT-IL VOTER?	19
UN VOTE UTILE ?	19
CONTRE LA REPUBLIQUE?	20
RIEN N'EST REGLE ! NE PAYONS PAS LEUR ADDITION	21
LE NON SAUVERA-T-IL LA CLASSE OUVRIERE?	22
DE LA GREVE DES ELECTEURS A LA GREVE GENERALE EXPROPRIATRICE ET AUTOGESTIONNAIRE.....	24
ILS ONT VOTE, ET PUIS APRES	25
SEULE LA LUTTE PAIE !	25
PARTI, AVANT-GARDE, LEADER ... IL N'EST PAS DE SAUVEUR SUPREME : SAUVONS NOUS NOUS-MEMES !	26
DECROISSANCE ET ELECTIONS	27
LA DEMOCRATIE REPRESENTATIVE, INSTRUMENT DU CAPITALISME	28
LA REPRESENTATION POLITIQUE EN CRISE	29
UNE COQUILLE VIDE	30
LA DECROISSANCE PAR LES URNES ?	31
LE CAPITALISME OU L'IMPASSE SUICIDAIRE	33
PRENDRE NOTRE AVENIR EN MAIN	34
QUAND LA GAUCHE ESSAYAIT.. ..	35
CHOSSES VUES	37
SUPPLIQUE A UN ELECTEUR.....	39
LA GREVE DES ELECTEURS	41
L'EDITEUR.....	44

L'EDITEUR

Editions du Monde Libertaire

www.federation-anarchiste.org/editions

Pour toute commande ou pour recevoir notre catalogue complet

(avec le résumé des titres ci-dessous):

145, rue Amelot, 75011 PARIS, ou editions@federation-anarchiste.org

Depuis quelques décennies maintenant, les *Editions du Monde Libertaire* brandissent haut et clair le drapeau de la révolution sociale. Chaque brochure, chaque livre, est une cartouche que la révolte peut mettre dans le fusil de l'espoir. Est-il besoin de le préciser, les *Editions du ML* ne sont financées que par les ventes, par vous... que par et pour toutes celles et tous ceux qui ont dans le cœur un autre présent et un autre futur de liberté, d'égalité, d'entraide, d'autogestion...

Collection Bibliothèque anarchiste

- ★ *Berneri Camillo, Ecrits choisis*, 349 pages, 18,25 euros
- ★ *Gaston Leval, L'Etat dans l'histoire* 299 pages, 9,15 euros
- ★ *Pierre-Joseph Proudhon, De la capacité politique des classes ouvrières* 1977, tome 1 et tome 2 ; 9,15 euros chaque tome
- ★ *Luigi Fabbri, Dictature et révolution* 1986, 276 pages, 9,15 euros
- ★ *Maurice Joyeux, Sous les plis du drapeau noir : souvenirs d'un anarchiste* 1988, 300 pages, 18,25 euros
- ★ *Collectif, Mai 68 par eux-mêmes* 1989, 239 pages, 13,75 euros
- ★ *Sébastien Faure, Ecrits pédagogiques* 1992, 172 pages, 12,20 euros
- ★ *Gaetano Manfredonia, La lutte humaine : Luigi Fabbri, le mouvement anarchiste Italien et la lutte contre le fascisme* 1994, 415 pages, 16,75 euros
- ★ *M. Delasalle, A. Miéville, M. Antonioli, Anarchisme et syndicalisme ; le Congrès Anarchiste International d'Amsterdam (1907)* 1997, 231 pages, 9,15 euros (*****)
- ★ *Errico Malatesta, Ecrits Choisis*, 2006, 224 pages, 10 euros.

Collection Brochure anarchiste

- ★ *Christiane Pasevant et Larry Portis, La main de fer en Palestine*, 96 pages, 5,35 euros
- ★ *Raynaud Jean-Marc, Unité pour un mouvement libertaire*, 3 euros
- ★ *Maurice Joyeux, L'hydre de Lerne*, 1967, 56 pages, 1,5 euros
- ★ *Pelletier Philippe, Super-Yalta : esquisse géopolitique de la situation mondiale*, 1991, 80 pages, 3 euros
- ★ *Floréal, A la petite semaine : chroniques sans dieu ni maître* 1997, 48 pages, 3 euros (*)
- ★ *Fédération Anarchiste, Agir au lieu d'élire : les anarchistes et les élections* 1999, 48 pages, 3 euros (*)
- ★ *URRAFA, L'anarchisme aujourd'hui*, 4ème éd 2000 48 pages, 3 euros (*)
- ★ *JF Fueg et René Berthier, Anticommunisme et anarchisme* 2000, 48 pages, 3 euros (*)
- ★ *IFA, Pour un avenir libertaire : contributions de l'Internationale des Fédérations Anarchistes* 2002, 48 pages, 3 euros
- ★ *Collectif, Qu'est-ce que l'anarchisme ?*, 2005, 32 pages, 2 euros
- ★ *Collectif, L'autogestion Anarchiste*, 2006, 48 pages, 3 euros
- ★ *Collectif, L'impasse électorale et le projet anarchiste*, 2007, 48 pages, 4 euros.

Collection Du charbon pour les braises / Réflexions croisées sur...

- ★ *Collectif, Réflexions croisées sur Le travail*, 2003, 80 pages, 5 euros (*)
- ★ *Collectif, Réflexions croisées Les retraités*, 2003, 72 pages, 5 euros (*)
- ★ *Xavier Bekaert, Anarchisme, Violence Non Violence*, 2005, 80 pages, 5 euros (*), 2^{ème} édition revue et augmentée

Collection Graine d'Ananar

- ★ *Daniel Vidal, Paul Roussenq, le bagnard de Saint-Gilles* 1998, 39 pages, 3 euros (*)
- ★ *Raymond Vidal-Pradines, Benoist Rey* 1999, 40 pages, 3 euros (*)
- ★ *Claire Auzias, Louise Michel* 1999, 56 pages, 3 euros (*)
- ★ *Pépita Carmena, Mémoires* 2000, 72 pages, 4,5 euros (*)
- ★ *Jacinthe Rausa, Sara Berenguer* 2000, 48 pages, 3 euros (*)
- ★ *Ronald Creagh et Frank Thiriot, Sacco et Vanzetti* 2001, 48 pages, 3 euros (*)
- ★ *Philippe Blandin, Eugène Dieudonné* 2001, 64 pages, 4,5 euros (*)
- ★ *Roland Bosdeveix, Maurice Joyeux*, 2005, 112 pages, 9 euros
- ★ *Augustin Souchy, Attention, Anarchiste ! Une vie pour la liberté*, 2006, 284 pages, 10 euros

Collection Ici et Maintenant

- ★ *Jean-Pierre Levaray, Suzana : Chronique d'une vie sans-papiers* 2000, 48 pages, 3 euros (*)
- ★ *Groupe Louise Michel, Zéro euro, zéro fraude : transports gratuits pour toutes et tous* 2002, 48 pages, 3 euros (*)
- ★ *Union locale La Commune, Le contrôle social en société dite démocratique*, 2003, 64 pages, 5 euros
- ★ *Collectif, Le Vaag, (Village alternatif anticapitaliste et anti-guerres) une expérience libertaire.* 2004, 141 pages, 10 euros (**)
- ★ *Jacques Lesage de la Haye La mort de l'asile, histoire de l'antipsychiatrie*, 2006, 213 pages, 10 euros (****)
- ★ *Giraud, Rafisfus, Schéerer, Schindler; Criminalisation de l'immigration, Répression policière: Arguments pour l'émancipation sociale*, 2006, 80 pages, 5 euros
- ★ *Jean-Pierre Terrais, Du développement à la Décroissance, Pour en finir avec l'impasse suicidaire du capitalisme*, 2006, 232 pages, 12 euros (****)
- ★ *Collectif, Plus d'un siècle après la Charte d'Amiens, Quelle place des anarchistes dans le monde du travail?*, 2006, 112 pages, 8 euros

Collection Incredibles Anarchistes

- ★ *Collectif, Le hasard et la nécessité : comment je suis devenu libertaire* 1997, 96 pages, 6 euros (*)
- ★ *Le Monde Libertaire Histoire(s) de l'anarchisme, des anarchistes et de leurs foutues idées au fil de 150 du Libertaire et du Monde Libertaire* vol.1 à 10, 52 pages, 3 euros la brochure (*) : des origines à 1914 (vol. 2) ; de 1914 aux années 30 (vol. 3 & 4); les mouvements libertaires français, bulgare et juif (vol. 5) ; Espagne, la révolution sociale contre le fascisme (vol. 6), de 1939 à 1945, la résistance anti-fasciste aux luttes anticoloniales (vol.7), de 1945 à 1968, avec un A comme dans Culture (vol.8), de 1968 à 1975, lendemain de "grand soir" (vol.9), de 1981 à 1990, les années Mitterrac-Chirac (vol.10)
- ★ *Collectif, Espagne 36 : Les affiches des combattant-e-s de la liberté* 2006, 160 pages en couleurs, 33 euros (****)

Collection Propos Mécréants

- ★ *Collectif, Antireligion : " Regards sur l'obscurantisme religieux et la nécessité de le combattre "*, 2005, 64 pages, 4 euros.

Collection Pages Libres

- ★ *Collectif, RadioActivité: les faibles doses*, 55 pages, 4,5 euros (***)
- ★ *Gérard Lorne, Du rouge au noir : mémoire vive d'un porteur de valise*, 9,15 euros
- ★ *Patsy, Ramadan plombé (suivi de) Un gorille, sinon rien*, 127 pages, 6,85 euros
- ★ *Groupe de Nantes de la Fédération Anarchiste, Ras la coupe*, 3 euros
- ★ *Collectif, Libres comme l'air : quinze nouvelles pour Radio-Libertaire* 1991, 143 pages, 12,95 euros
- ★ *Yves Peyraut, Radio-Libertaire, la voix sans maître* 1991, 170 pages, 13,70 euros
- ★ *Groupe Saornil, La construction européenne ou le nouveau visage de la barbarie capitaliste et étatiste* 1999, 48 pages, 3 euros (*)
- ★ *Lukas Stella, Abordages informatiques* 2002, 48 pages, 3 euros (*)

Collection Notre histoire

- ★ *Collectif, La résistance anarcho-syndicaliste allemande au nazisme* 2001, 64 pages, 4,5 euros (*)
- ★ *Olivier Pinalie, Un Dimanche de la Vie, la révolution espagnole de 1936*, 2006, 96 pages, 8 euros

Bandes dessinées

- ★ *Santin Fabio, Elis Fraccaro, Malatesta*, 2003, 112 pages, 15 euros

Vidéos

- ★ *Florence Mietaux et Grégory Mouret, A l'épreuve du réel, l'expérience du VAAAG*, DVD, 2005, 56 minutes, 8 euros (**)

Achevé d'imprimer sur les presses du Ravin Bleu,
Quincy sous Sénart, 91480. Janvier 2007

* en coédition avec les éditions Alternatives Libertaires

** en coédition avec les éditions de No Pasaran

*** en coédition avec le magazine « Silence », Silence Hors Série N°5

**** en coédition avec les Editions Libertaires

***** en coédition avec les éditions Nautilus



le monde libertaire

Retrouvez chaque Jeudi en kiosque le Monde Libertaire, organe de la
Fédération Anarchiste et sur le web...

<http://www.federation-anarchiste.org/ml>

Ecoutez Radio Libertaire en Direct sur Internet :

<http://www.federation-anarchiste.org/rl>

*Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur
l'anarchisme se trouve dans les librairies ...*

Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris.

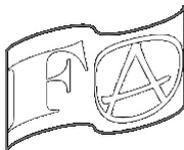
L'insoumise, 128 rue St Hilaire, 76000 Rouen.

La Commune, 17 rue de Châteaudun, 35000 Rennes

La Plume Noire, 19, rue Pierre Blanc, 69001 Lyon

L'autodidacte, 5 rue Marulaz, 25000 Besançon.

Bibliothèque " La Rue ", 10 rue Robert Planquette, 75018 Paris



NOM & Prénom

.....

Adresse

.....

Je désire prendre
contact avec la

Fédération
Anarchiste

Téléphone & Courriel

.....

Talon à renvoyer au 145, rue Amelot, 75011 Paris



Retrouvez la Fédération Anarchiste sur le Web et les
coordonnées de tous les groupes de la FA sur :
www.federation-anarchiste.org

Ci-dessous : les sites webs de quelques-uns des groupes fédérés...

groupe de Rouen <http://federation-anarchiste.org/fa/rubrique.php?id-rubrique=84>
groupe Nada (Toulon) <http://groupenadatoulon.lautre.net>
groupe La Sociale (Rennes) www.farennes.org
groupe Ici et Maintenant (Bruxelles)
www.ici-et-maintenant.org
groupe de Strasbourg www.fastrasbg.lautre.net
groupe Proudhon (Besançon) www.lautodidacte.org
groupe Gard-Vaucluse www.fa-30-84.org
groupe Marée Noire (Nancy) www.maree-noire.info
groupe de Saint-Brieuc www.fa-souvenance.zaup.org
liaison Ardennes L'en Dehors www.endehors.org
Drapeau Noir du Périgord <http://www.dnp.lautre.net/>
La Vache Folle <http://membres.lycos.fr/vfolle/>